

COMITE DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

Compte rendu de la réunion tenue le 20 juin 1997

Projet

Veillez trouver ci-joint le projet de compte rendu de la réunion tenue le 20 juin 1997. Les délégations sont invitées à communiquer leurs observations éventuelles au Secrétariat (Mme Vivien Liu, tél. 739 54 55, et Mme Barbara D'Andrea, tél. 739 54 78) avant le 29 août 1997.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TBT/W/52

28 juillet 1997

(97-3170)

Comité des obstacles techniques au commerce

COMPTE RENDU DE LA REUNION TENUE LE 20 JUIN 1997

Projet

Président: M. T. H.M. Tong (Hong Kong)

1. Le Comité des obstacles techniques au commerce a tenu sa neuvième réunion le 20 juin 1997.
2. L'ordre du jour ci-après, reproduit dans l'aérogramme WTO/AIR/610, a été adopté:

	<u>Page</u>
A. Demandes de statut d'observateur au Comité présentées par le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), l'Association européenne de libre-échange (AELE) et l'Office international de la vigne et du vin (OIV)	2
B. Groupe de travail technique des Guides ISO/CEI relatifs aux articles 5 et 6 de l'Accord - Rapport de la deuxième réunion	3
C. Préparation du premier examen triennal du fonctionnement et de la mise en oeuvre de l'Accord OTC conformément à l'article 15.4	5
D. Exposés concernant la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord	28
E. Autres questions	31

A. DEMANDES DE STATUT D'OBSERVATEUR AU COMITE PRESENTEES PAR LE GROUPE DES ETATS D'AFRIQUE, DES CARAIBES ET DU PACIFIQUE (ACP), L'ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE (AELE) ET L'OFFICE INTERNATIONAL DE LA VIGNE ET DU VIN (OIV)

3. Le Président a appelé l'attention sur le document G/TBT/W/35 qui donne la liste des organisations internationales intergouvernementales ayant demandé le statut d'observateur au Comité, parmi lesquelles figurent le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), l'Association européenne de libre-échange (AELE) et l'Office international de la vigne et du vin (OIV), dont les demandes étaient toujours en attente. Il a indiqué qu'elles seraient traitées au cas par cas et examinées conformément aux lignes directrices définies par le Conseil général (annexe 3 du document WT/L/161), "compte tenu de facteurs tels que la nature des activités de l'organisation concernée, la nature de sa composition, le nombre de Membres de l'OMC qui font partie de l'organisation, la réciprocité du point de vue de la possibilité d'assister aux débats, des documents et d'autres aspects du statut d'observateur ...". Il a informé le Comité de la demande de statut d'observateur présentée par l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) (G/TBT/W/46).

4. La représentante des Communautés européennes a appuyé les demandes de statut d'observateur adressées par le Groupe des Etats ACP, l'AELE et l'OIV. Selon elle, la participation du Groupe des Etats ACP aux travaux du Comité en qualité d'observateur pourrait faciliter la fourniture de renseignements et d'une assistance technique à ses membres. Elle a fait observer que les activités de l'OIV concernant les procédés et méthodes de production du vin entraient dans le champ de l'Accord.

5. Tout en reconnaissant les lignes directrices définies par le Conseil général en ce qui concerne le statut d'observateur, la représentante des Etats-Unis a fait observer que le Conseil du commerce des marchandises examinait s'il était nécessaire d'élaborer des lignes directrices complémentaires pour mieux évaluer les demandes. A ce stade, sa délégation ne souhaitait pas se prononcer définitivement sur la question de l'admission de nouveaux observateurs. Elle serait néanmoins disposée à se joindre au consensus pour accorder le statut d'observateur au Groupe des Etats ACP et à l'AELE au coup par coup pour chacune des réunions.

6. Le représentant de la Norvège a appuyé la demande présentée par l'AELE. Il a pris note de la position des Etats-Unis, croyant comprendre qu'il s'agissait d'une position générale en attendant que des lignes directrices complémentaires soient présentées par le Conseil du commerce des marchandises. Il a précisé que l'AELE bénéficiait du statut d'observateur au Comité des règles d'origine du Conseil du commerce des marchandises. La nature des activités de l'AELE concernant l'élaboration de normes et de procédures d'évaluation de la conformité fondées sur des normes internationales était proche de celle des travaux du Comité. Compte tenu de l'importance des réunions actuelles du Comité, l'intervenant a appuyé la proposition d'accorder le statut d'observateur au Groupe des Etats ACP et à l'AELE au coup par coup, sans préjudice des décisions qui seraient prises par le Conseil du commerce des marchandises.

7. Le Comité est convenu d'accorder le statut d'observateur au Groupe des Etats ACP et à l'AELE au coup par coup en attendant que de nouvelles décisions soient prises. Le Président a conclu que de nouvelles consultations seraient nécessaires pour l'examen des demandes de l'OIV et de l'ALADI. Les demandes de statut d'observateur présentées par le Groupe des Etats ACP, l'AELE, l'OIV et l'ALADI seraient inscrites à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

B. GROUPE DE TRAVAIL TECHNIQUE DES GUIDES ISO/CEI RELATIFS AUX ARTICLES 5 ET 6 DE L' ACCORD - RAPPORT DE LA DEUXIEME REUNION

8. Le Groupe de travail technique des Guides ISO/CEI relatifs aux articles 5 et 6 de l'Accord a tenu sa deuxième réunion le 18 juin afin d'aider le Comité à examiner s'il était nécessaire d'adopter des recommandations concernant les guides ISO/CEI pertinents relatifs aux procédures d'évaluation de la conformité. M. McMillan a été élu Président du Groupe de travail technique lors de cette réunion.

9. M. McMillan a fait rapport oralement au Comité. Outre un compte rendu oral au Comité après chaque réunion du Groupe de travail, il avait été convenu qu'un rapport final ou intérimaire lui serait soumis après la réunion d'octobre du Groupe, pour que le Comité en tienne compte dans le cadre de l'examen triennal de novembre.

10. M. McMillan a indiqué que durant la réunion, plusieurs Membres avaient fait part de leur expérience concernant l'utilisation de Guides ISO/CEI au niveau national et avaient expliqué l'importance des Guides pour l'amélioration de la qualité de leurs organismes d'évaluation de la conformité et, partant, de la contribution qu'ils apportaient au commerce international par la reconnaissance des résultats de leurs essais et de leurs certificats. On avait mentionné en particulier les Guides 22, 25, 58, 61, 62 et 65. La plupart des intervenants avaient souligné que leur pays utilisait les Guides ISO/CEI de son plein gré. Certains ont indiqué que les Guides avaient été repris dans les normes nationales, ce qui leur donnait plus d'importance. Les Membres avaient été invités à communiquer tous renseignements pertinents au Secrétariat, pour qu'il puisse les réunir dans le document G/TBT/W/43 intitulé "Expérience pratique de divers gouvernements et organisations internationales concernant l'utilisation des guides internationaux relatifs à l'évaluation de la conformité".

11. M. McMillan a indiqué que les relations entre les Guides ISO/CEI pertinents et l'Accord OTC avaient été au centre des débats. Le Groupe avait reconnu que les guides, d'une façon générale, étaient importants dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Accord. La majeure partie des membres du Groupe avaient estimé qu'outre les indications déjà données en termes généraux par les dispositions de l'Accord, il serait utile d'accroître la visibilité des guides. Certains avaient émis des doutes quant à l'utilité et aux conséquences d'une approbation des guides par le Comité. En réponse, il avait été souligné que ces guides étaient déjà reconnus par l'Accord et que leur approbation n'outrepasserait pas les termes de l'Accord. L'emploi des guides resterait facultatif. Toutefois, leur approbation ferait clairement savoir aux agents économiques qu'ils avaient intérêt à les employer de leur plein gré. Plusieurs Membres avaient fait part de leurs craintes au sujet de l'incidence d'une approbation des guides sur les dispositions de l'article 12 (Traitement spécial et différencié des pays en développement Membres). Il avait été souligné que l'approbation de certains guides ne modifierait pas les dispositions de l'Accord et que l'article 12 demeurerait applicable.

12. Les participants avaient généralement jugé qu'il ne fallait approuver que les guides de caractère général et horizontal et non les guides sectoriels ou verticaux. Les guides le plus souvent mentionnés comme pouvant être approuvés étaient les guides: 22, 25, 39, 43, 58, 61, 62 et 65. Toutefois, cette liste n'était qu'indicative et devrait être confirmée par les Membres.

13. La discussion avait soulevé deux autres questions: i) la difficulté d'approuver des guides qui étaient dépassés ou en cours de révision ou présentaient des lacunes (Guide 39 notamment) et; ii) la question de l'approbation des guides que l'ISO/CASCO convertissait en normes (Guide 25 notamment). Cela montrait que toute approbation devrait être sujette à révision. Plusieurs Membres avaient demandé que l'OMC prenne davantage d'initiatives vis-à-vis de l'ISO/CEI, suggérant qu'elle pourrait ou devrait inviter l'ISO/CEI à faire une étude et un rapport sur le degré d'utilisation des guides par leurs membres nationaux, à améliorer les guides actuels et/ou à achever la présente série en vue de faciliter la mise en oeuvre de l'Accord.

14. M. McMillan a conclu que, sans préjuger de la position des Membres qui continuaient à avoir des craintes quant aux conséquences de l'approbation de certains ou de l'ensemble des guides et sous réserve de trouver un libellé approprié pour prendre en compte l'évolution des guides et la relation entre une telle approbation et les dispositions de l'article 12, le Groupe avait accepté que son Président et le Secrétariat tentent d'élaborer un document informel qui pourrait constituer la base d'une recommandation à l'intention du Comité, en utilisant comme point de départ la formulation employée dans la recommandation du Comité des obstacles techniques au commerce du Tokyo Round. Il avait été suggéré que le document propose une liste des guides les plus utiles à approuver, étant entendu que tous les Membres viendraient à la prochaine réunion avec leurs suggestions concernant cette question. Le Groupe avait également accepté d'examiner, en vue de sa discussion à la prochaine réunion, le rôle que pourrait ou devrait jouer l'OMC par rapport aux activités de l'ISO/CEI dans ce domaine.

15. Le Comité est convenu que des représentants de l'ISO/CASCO, de l'ILAC et du Forum international d'accréditation (IAF) seraient invités à participer à la prochaine réunion du Groupe afin d'aider à clarifier certaines des questions plus techniques.

16. La représentante de l'Egypte a expliqué que sa délégation faisait partie de celles qui avaient exprimé des craintes au sujet de l'approbation de certains Guides ISO/CEI. Selon elle, il faudrait davantage de temps pour étudier les conséquences juridiques d'une approbation, étant donné que l'Accord lui-même encourageait l'utilisation de guides internationaux, ainsi que pour analyser les effets qu'aurait une approbation limitée à un certain nombre de guides sur l'équilibre de l'ensemble des guides. Sa délégation approuverait la proposition d'élaborer un document informel. Toutefois, il ne fallait pas examiner le libellé d'une recommandation avant d'avoir étudié toutes répercussions.

17. La représentante du Mexique estimait que la recommandation adoptée par le Comité du Tokyo Round était une recommandation passive. Le Comité devait prendre des initiatives par rapport aux activités de l'ISO/CASCO, ce qui consistait non seulement à demander des renseignements au CASCO sur l'application des Guides ISO/CEI par les Membres, mais également à faire des recommandations au CASCO, au Forum international d'accréditation ou à l'ILAC sur des questions intéressant les Membres de l'OMC et sur la nécessité de mettre en place des systèmes internationaux visant à promouvoir une reconnaissance mutuelle des résultats de l'évaluation de la conformité, en particulier pour ce qui était de l'accréditation des organismes de certification. L'intervenante a suggéré que le Comité aborde cette question dans le cadre de l'examen triennal.

18. Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation examinerait le document informel et ferait connaître son point de vue à la prochaine réunion du Groupe de travail.

19. Le représentant du Pakistan a souligné qu'à la prochaine réunion, le Groupe de travail commencerait par examiner la question fondamentale de savoir s'il était nécessaire que le Comité adopte une recommandation concernant les guides. Cela dépendrait de la signification et des conséquences de leur approbation. A cet égard, il pourrait être utile d'obtenir un avis autorisé du Secrétariat et de disposer d'un projet du texte de la recommandation pour analyser les conséquences de cette approbation. L'intervenant a soulevé la question de la marche à suivre pour préparer la prochaine réunion du Groupe.

20. Le représentant de Singapour a indiqué que sa délégation faisait partie de celles qui contestaient l'opportunité d'approuver les guides. Il pourrait être prématuré d'élaborer le libellé d'une recommandation avant d'avoir précisé les conséquences d'une telle approbation. Sa délégation approuverait la proposition d'établir un projet de document informel. Toutefois, il faudrait garder à l'esprit qu'un tel document n'avait pas de statut officiel.

21. Le représentant du Nigeria a indiqué que sa délégation doutait de la nécessité d'approuver certains Guides ISO/CEI. Il a fait observer qu'en vertu des articles 2.4 et 5.4 et du paragraphe F du Code

de pratique, les Membres étaient tenus d'utiliser des normes internationales ou leurs éléments pertinents comme base de leurs règlements techniques, de leurs procédures d'évaluation de la conformité et de leurs normes, sauf lorsque ces normes internationales ou ces éléments étaient inefficaces ou inappropriés et relevaient des dispositions de l'article 12.4 concernant les conditions technologiques et socio-économiques des pays en développement Membres. Toutefois, l'Accord ne faisait pas référence à un guide précis ni à tel ou tel mécanisme de suivi concernant ces guides. Il était nécessaire de préciser les conséquences de leur approbation. Selon lui, pour pouvoir formuler des recommandations sur certains guides, le Comité devait en examiner les détails et les disciplines. Il se demandait comment le Comité pourrait formuler des recommandations sans que les Membres connaissent le contenu des guides. Il a indiqué que l'ISO avait pris la décision de transformer certains Guides ISO/CEI en normes et s'interrogeait sur les conséquences de cette décision.

22. Le Président du Groupe de travail technique a répété que le document informel qui devait être élaboré ne serait ni un projet ni une proposition. Il viserait à donner une idée de ce à quoi ressemblerait une approbation des guides. Sur cette base, les Membres pourraient examiner les conséquences d'une telle approbation.

23. Le représentant de l'ISO s'est félicité de la décision prise par le Comité d'accorder le statut d'observateur à l'ISO pour la prochaine réunion du Groupe de travail technique. Il a invité les Membres à formuler d'éventuelles suggestions et indiqué que l'ISO fournirait tout renseignement nécessaire pour faciliter la compréhension des Guides ISO/CEI actuels et de ceux qui étaient en préparation. Il a informé le Comité que l'ISO/CASCO examinait régulièrement, à chacune de ses réunions, s'il y avait lieu de revoir ses guides. L'Assemblée générale de l'ISO était convenue officiellement que le CASCO pourrait, à l'avenir, transformer certains des Guides ISO/CEI actuels en normes internationales en vue de faciliter une harmonisation à l'échelle mondiale. Il avait été décidé de transformer le Guide 25 (révisé) en une norme internationale, qui devrait être achevée au plus tard en septembre 1998. Le CASCO était également convenu d'étudier s'il était nécessaire de réviser le Guide 39 qui devait être réexaminé, et de le transformer en une norme internationale sur la base du document européen EN 45004.

24. Le Président a indiqué que le Groupe de travail technique et son mandat avaient été établis par le Comité. Le document devant être élaboré par le Président du Groupe serait un document informel dont le seul but serait d'expliquer quels pourraient être les effets d'une recommandation. Toute décision sur l'éventuelle adoption de recommandations concernant l'utilisation de certains Guides ISO/CEI serait prise par les Membres au sein du Comité. Le Président a proposé qu'avant la prochaine réunion du Groupe de travail technique, le Président du Groupe tienne des consultations informelles sur le projet de document informel avec les délégations intéressées et que le Secrétariat consulte les divisions compétentes de l'OMC sur les conséquences juridiques de l'approbation par le Comité de certains Guides ISO/CEI.

25. Le Comité a pris note des déclarations.

C. PREPARATION DU PREMIER EXAMEN TRIENNAL DU FONCTIONNEMENT ET DE LA MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD OTC CONFORMEMENT A L'ARTICLE 15.4

26. Le Président a appelé l'attention sur le fait que, conformément à l'article 15.4 de l'Accord, le Comité procéderait à son premier examen triennal du fonctionnement et de la mise en oeuvre de l'Accord au plus tard à la fin de 1997. L'examen triennal serait mené lors de la réunion du Comité des 12 et 13 novembre "en vue de recommander un ajustement des droits et obligations qui résultent de l'Accord dans les cas où cela serait nécessaire pour assurer l'avantage économique mutuel et l'équilibre de ces droits et obligations, sans préjudice des dispositions de l'article 12. Compte tenu, entre autres choses, de l'expérience acquise dans la mise en oeuvre de l'Accord, le Comité, dans le cas où cela sera approprié, soumettra des propositions d'amendements au texte du présent accord au Conseil du

commerce des marchandises". Le Président a indiqué que les Membres avaient été invités à soumettre des documents, des notes informelles et des propositions en vue de l'examen. Des documents avaient déjà été communiqués par les délégations des Communautés européennes (G/TBT/W/36), du Japon (G/TBT/W/39), des Etats-Unis (G/TBT/W/40), du Canada (G/TBT/W/41), de la Nouvelle-Zélande (G/TBT/W/44), de la Suisse (G/TBT/W/45) et de Singapour (G/TBT/W/47). En outre, à la demande du Comité, le Secrétariat avait élaboré une note d'information sur les "Effets de restriction des échanges des normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité" (G/TBT/W/42) en vue de l'examen triennal. Les délégations étaient invitées à communiquer d'autres documents, notes informelles et observations. Toutefois, compte tenu du peu de temps qu'il restait d'ici la réunion de novembre, le Président a proposé que tous les documents soient remis dès que possible, afin que les Membres disposent de suffisamment de temps pour se préparer à un échange de vues productif.

27. Le représentant de Singapour a présenté la communication de Singapour et précisé qu'elle recueillait l'appui des pays de l'ANASE. Il a souligné que le Comité ne devait pas préjuger à ce stade de l'opportunité de procéder à un ajustement des droits et obligations découlant de l'Accord OTC. Les Membres ne seraient en mesure de porter un tel jugement qu'après avoir examiné minutieusement l'avancement de la mise en oeuvre de l'Accord et les problèmes qui en résultent. L'examen triennal devait donc être consacré à une étude approfondie de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de l'Accord.

28. Le représentant du Brésil a présenté une note élaborée par sa délégation qui serait distribuée prochainement sous la cote G/TBT/W/48. L'Accord OTC, après ses trois premières années d'existence, avait eu des effets positifs. Toutefois, il demeurerait difficile pour certains pays, en particulier les pays en développement, de satisfaire à certaines obligations. Il pensait que l'objectif prioritaire de l'examen triennal devait être de faciliter la recherche des conditions qui permettraient d'assurer la mise en oeuvre de l'Accord. Il serait donc intempestif, à ce stade, d'apporter des modifications officielles à l'Accord.

29. Le représentant de l'Inde a signalé que sa délégation élaborait actuellement une note en vue de l'examen et la communiquerait prochainement.

30. Le représentant de la Norvège estimait lui aussi que le premier examen triennal devait être consacré à l'amélioration de l'administration et de la mise en oeuvre de l'Accord et non à la présentation de propositions d'amendements substantiels de l'Accord proprement dit. A ce stade, les questions importantes, aux yeux de la Norvège, étaient les suivantes: premièrement, l'utilisation des normes internationales par les Membres. A cet égard, la Norvège était favorable à la réalisation d'une étude permettant de déterminer dans quelle mesure les Membres utilisaient les normes internationales comme base de leurs règlements techniques. Dans le cas de la Norvège, 50 pour cent des nouvelles normes adoptées au niveau national émanaient de normes internationales; deuxièmement, la nécessité d'appliquer des procédures efficaces dans l'administration et la mise en oeuvre de l'Accord, non seulement pour l'évaluation de la conformité mais également pour tous les autres aspects de l'Accord. Il importait que les utilisateurs de l'Accord (à savoir les autorités compétentes des Membres et leurs agents économiques) comprennent les obligations découlant de l'Accord, comme la reconnaissance mutuelle, les différents aspects de l'évaluation de la conformité, la notion d'obstacles non nécessaires au commerce, etc.; troisièmement, la nécessité de définir plus clairement dans l'Accord la notion de "norme internationale" et d' "obstacles non nécessaires au commerce", ainsi que d'autres notions fondamentales; et quatrièmement, la nécessité de préciser davantage les obligations concernant les procédures d'évaluation de la conformité. En conséquence, la Norvège se félicitait des discussions tenues actuellement au sein du Groupe de travail technique des Guides ISO/CEI relatifs aux articles 5 et 6 de l'Accord.

31. La représentante du Mexique a suggéré que l'examen triennal consiste en premier lieu à examiner la mise en oeuvre des dispositions actuelles sans préjuger de l'opportunité de procéder à un ajustement de l'Accord. On pourrait ensuite identifier les problèmes susceptibles d'appeler l'adoption de

recommandations concernant un ajustement éventuel. Cela pourrait entrer dans le cadre d'un futur programme de travail du Comité. S'agissant des propositions relatives à un ajustement des droits et obligations découlant de l'Accord, sa délégation proposait quatre principes: i) ces propositions devraient être fondées sur l'expérience tirée jusqu'ici du fonctionnement et de la mise en oeuvre de l'Accord; ii) elles devraient porter sur des questions d'intérêt général ou des problèmes touchant tous les Membres; iii) elles devraient viser les questions horizontales. Compte tenu du caractère général de l'Accord qui prévoit des disciplines horizontales pour les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité, il faudrait éviter d'énoncer des disciplines distinctes pour un secteur ou un domaine particulier, tel que les normes environnementales; et iv) il serait nécessaire d'étudier dans quelle mesure chacune des propositions tient compte des dispositions de l'article 12, comme l'exige l'article 15.4. Sa délégation présenterait une note en vue de l'examen triennal.

32. La représentante de l'Egypte a appelé l'attention sur le fait que l'article 15.4 précisait "sans préjudice des dispositions de l'article 12". Elle pensait, comme le Mexique, qu'il faudrait étudier dans quelle mesure chacune des propositions tient compte des dispositions de l'article 12.

33. La représentante des Communautés européennes estimait que l'examen triennal devait avoir pour objectif de définir les mesures immédiatement opérationnelles - conformément aux dispositions relatives à l'examen triennal, pour une mise en oeuvre intégrale et un bon fonctionnement de l'Accord, ainsi qu'un futur programme de travail pour le Comité. Elle a fait observer que la mise en oeuvre de l'Accord était loin d'être satisfaisante et que l'examen triennal devait viser en premier lieu à assurer l'équilibre des droits et obligations découlant de l'Accord pour tous les Membres. Tous les Membres devaient être assujettis aux disciplines de l'Accord qui portaient sur la notification, conformément à l'article 15.2, des mesures prises par les Membres pour assurer la mise en oeuvre de l'Accord, l'acceptation du Code de pratique, les procédures de notification des projets de règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité, l'utilisation des Guides ISO/CEI pour faciliter l'évaluation de la conformité, et l'utilisation de normes internationales et la transparence de cette utilisation. En ce qui concerne l'objectif à long terme - qui consiste à définir un programme de travail -, il fallait mettre l'accent sur les règlements techniques et les diverses notions pertinentes, ainsi que sur les répercussions sur l'accès aux marchés. L'intervenante estimait que l'objectif devait être de faciliter le commerce des marchandises et d'empêcher la mise en place d'obstacles techniques au commerce. A cet égard, le programme de travail devait prendre en compte les éléments suivants: i) procédures d'évaluation de la conformité - en particulier examen de l'autodéclaration de la conformité par les fabricants et de la reconnaissance mutuelle de l'évaluation de la conformité; ii) normes internationales - mesures nécessaires pour accroître le respect des obligations découlant de l'Accord; et iii) examen des divers organismes à activité normative nationaux, régionaux et internationaux.

34. Le représentant de la Suisse a dit que lors de l'examen triennal, le Comité devrait essayer d'obtenir le plus de renseignements possible sur les mesures prises par les Membres pour mettre en oeuvre les dispositions de l'Accord. Il devrait également s'efforcer de préciser certains domaines visés par l'Accord.

35. Le représentant du Nigeria a dit que l'Accord était important, tout particulièrement pour les exportations des pays en développement. L'Accord était relativement nouveau et son degré de mise en oeuvre et son administration variaient d'un Membre à l'autre. L'examen triennal était pour son pays et certains autres Membres un moyen d'apprendre et de renforcer leurs capacités, et ne devait donc pas être consacré à l'étude de nouvelles obligations. La priorité devait être accordée à la mise en oeuvre et à l'administration de l'Accord en vigueur. Il fallait s'attacher aux questions des normes internationales, de l'assistance technique et du caractère évolutif des normes internationales. L'intervenant était d'avis, comme le Mexique, de mettre l'accent sur les questions qui avaient des répercussions systémiques et une importance horizontale pour l'Accord. Il a demandé des précisions

au Président sur la manière dont pourraient être organisés dans les mois à venir les travaux concernant toutes les questions présentées par les Membres en vue de l'examen triennal.

36. Le Président a attiré l'attention sur le fait que le Comité avait moins de cinq mois pour préparer l'examen triennal et arrêter son rapport au Conseil du commerce des marchandises. Il a prié instamment les Membres de tenir des discussions permettant d'obtenir des résultats concrets en vue de l'examen. Pour faciliter les discussions, une compilation informelle des questions soulevées à ce jour par les Membres avait été établie; le Président a proposé que le Comité poursuive ses discussions en suivant les points mentionnés dans la liste informelle. Il a répété que cette liste, qui était fournie à titre indicatif et n'avait pas de statut officiel, serait actualisée et révisée régulièrement afin de prendre en compte toutes les propositions et observations présentées par les délégations.

1) Mise en oeuvre et administration de l'Accord conformément à l'article 15.2

37. Le Président a appelé l'attention sur l'article 15.2 qui dispose que "dans les moindres délais après la date à laquelle l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui chaque Membre informera le Comité des mesures qui sont en vigueur ou qu'il aura prises pour assurer la mise en oeuvre et l'administration du présent accord". Il s'agit d'une seule et unique notification, par chaque Membre, des mesures législatives, réglementaires et administratives qu'il a prises pour assurer la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord. Le Comité a adopté des décisions et recommandations relatives aux exposés concernant la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord (G/TBT/1/Rev.4).

Propositions pertinentes:

- i) présentation d'exposés par les Membres;
- ii) évaluation des mesures prises pour assurer la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord par les Membres.

38. La représentante des Communautés européennes a déclaré que les notifications au titre de l'article 15.2 étaient importantes et que les Membres devraient les adresser en novembre 1997 au plus tard, au moment de l'examen triennal. Une assistance technique devrait être fournie aux Membres qui n'avaient pas encore adressé de notifications pour leur permettre de surmonter les difficultés qu'ils pourraient rencontrer à cet égard. En ce qui concerne l'évaluation des notifications, elle estimait qu'outre les modalités énoncées dans la décision du Comité (G/TBT/1/Rev.4), il serait utile d'identifier d'autres modalités qui pourraient être nécessaires. Elle a attiré l'attention sur le fait que l'Accord imposait l'obligation de limiter le nombre d'institutions chargées des obligations de notification. En conséquence, les Membres devraient désigner une autorité responsable de l'application des procédures de notification. L'intervenante a suggéré que ces indications soient mentionnées dans l'exposé au titre de l'article 15.2 et les notifications au titre des articles 2.9 et 5.6.

39. La représentante de l'Egypte a suggéré qu'avant de chercher le moyen d'assurer la présentation d'exposés conformément à l'article 15.2 ou d'évaluer les mesures prises par les Membres, le Comité examine d'abord les raisons pour lesquelles les résultats de la mise en oeuvre de l'Accord par les Membres n'avaient pas été satisfaisants, les difficultés rencontrées par les Membres et, le cas échéant, les moyens de les surmonter.

40. La représentante des Etats-Unis a appelé l'attention sur le document G/TBT/W/40 qui indiquait les priorités définies par sa délégation pour l'examen triennal et sa réaction à certaines propositions présentées par d'autres Membres, notamment celle de la Nouvelle-Zélande concernant les différentes approches en matière de politique réglementaire. En ce qui concerne la présentation d'exposés par les Membres au titre de l'article 15.2, elle partageait l'avis selon lequel les résultats n'avaient pas été

satisfaisants. Seuls 49 Membres, sur 131, avaient adressé leur exposé, bien que leurs obligations leur aient été rappelées à plusieurs reprises. L'intervenante était favorable à la proposition de l'Egypte visant à ce que le Comité recherche les raisons pour lesquelles certains Membres n'avaient pas adressé leur exposé et les difficultés qu'ils rencontraient. Elle a indiqué que cela pourrait tenir au fait qu'ils ne savaient pas exactement quel type de renseignements devaient être fournis. Elle a signalé que les Etats-Unis avaient fait partie des signataires de l'Accord du Tokyo Round et que lors de l'entrée en vigueur de l'Accord OTC de l'OMC, sa délégation avait communiqué un bref exposé fournissant des renseignements sur sa mise en oeuvre, dans lequel il était fait référence à l'exposé présenté dans le cadre du Tokyo Round. Cette solution était commode pour les Membres plus anciens dans la mesure où elle leur évitait de reproduire des documents contenant des informations détaillées, mais pouvait nuire à la clarté des exposés. Pour cette raison et pour éviter la charge de travail que constitue la production de nouveaux documents, sa délégation avait suggéré qu'il serait utile que les Membres interviennent oralement pour aider à préciser ce qui sous-tendait leurs communications. En permettant de clarifier les renseignements qui étaient nécessaires, cette procédure pourrait également être instructive pour les Membres qui n'avaient pas encore adressé leur exposé.

41. Se référant aux propositions relatives à l'article 15.2, la représentante du Mexique estimait qu'il convenait en premier lieu d'évaluer les résultats obtenus jusqu'ici en ce qui concerne les exposés fournis par les Membres. Elle a fait observer que bon nombre d'entre eux n'avaient pas encore communiqué leur exposé et appuyé la proposition de l'Egypte suggérant que le Comité identifie les problèmes rencontrés par ces Membres. L'intervenante a pris note des propositions formulées par les Etats-Unis et les Communautés européennes en ce qui concerne l'évaluation des mesures. Elle considérait néanmoins que de telles propositions se traduiraient par de nouvelles obligations, l'Accord ne contenant aucune disposition concernant l'évaluation des mesures prises par les Membres pour assurer la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord. Après l'identification des problèmes rencontrés par les Membres pour s'acquitter de leurs obligations actuelles, l'intervenante proposait d'étudier dans un deuxième temps s'il était possible d'adopter une telle recommandation.

42. Le représentant de l'Inde estimait que la question de l'assistance technique était extrêmement importante. Sans une assistance technique suffisante, les Membres, en particulier les pays en développement, ne seraient pas en mesure de s'acquitter de leurs obligations concernant la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord, et notamment de leurs obligations de notification.

43. Le représentant de la Nouvelle-Zélande attachait de l'importance aux obligations découlant de l'article 15.2 et estimait que les Membres pourraient considérer l'examen comme un moyen de s'instruire et d'échanger des informations. Il a approuvé le commentaire de l'Egypte selon lequel il était nécessaire de comprendre les raisons pour lesquelles les résultats des notifications au titre de l'article 15.2 n'avaient pas été satisfaisants. Il a laissé entendre que cela pourrait tenir au fait qu'il était difficile pour les délégations d'exposer leurs points de vue sur toutes les questions de mise en oeuvre découlant de l'Accord. C'est pourquoi il estimait que les Membres devaient profiter de toutes les occasions qui se présentaient pour se tenir mutuellement informés des différentes mesures prises au niveau national par les responsables de la réglementation, organismes à activité normative et autres services compétents pour mettre en oeuvre les dispositions de l'Accord. Il a jugé intéressante la proposition des Etats-Unis concernant des échanges de données d'expérience entre les pays et estimait qu'il serait préférable que ces échanges portent sur les diverses procédures administratives et réglementaires en place dans différents Membres plutôt que sur les seuls textes. Sa délégation informerait les autres Membres, en temps utile, des mesures prises par la Nouvelle-Zélande lors de l'entrée en vigueur de l'Accord OTC du Cycle d'Uruguay, notamment en fournissant des renseignements à ses organismes compétents pour faire en sorte que les disciplines de l'Accord soient totalement respectées par les autorités chargées de la réglementation et les organismes à activité normative.

44. Le représentant de la Colombie a réaffirmé l'importance de l'article 15.2 et partageait l'avis selon lequel l'examen triennal devait être axé sur les dispositions à prendre pour faire en sorte que les Membres notifient les mesures qu'ils ont adoptées. Il considérait, comme l'Egypte, qu'il fallait identifier les problèmes rencontrés par les Membres à cet égard. En ce qui concerne les propositions relatives à l'évaluation des mesures, il souhaitait savoir ce qui devrait être évalué et si les délais impartis pour l'examen triennal permettraient de faire cette évaluation. Il a suggéré que cette question soit examinée plus tard.

45. La représentante des Etats-Unis a précisé que la proposition de sa délégation concernant l'article 15.2 consistait simplement à procéder à un échange facultatif d'informations et de données d'expérience entre les Membres en vue de favoriser une meilleure compréhension et de mettre au point éventuellement des pratiques qui pourraient servir de modèle aux délégations souhaitant recevoir une assistance. Il ne s'agissait pas de faire une évaluation. L'intervenante estimait que les Membres avaient, à cet égard, l'occasion, lors des réunions régulières du Comité, d'appeler son attention sur des problèmes spécifiques.

46. Le représentant du Canada a souligné l'importance des obligations découlant de l'article 15.2 et partageait l'avis selon lequel, pour améliorer le respect des dispositions de l'Accord, le Comité devait recenser les difficultés qui empêchaient certains Membres de se conformer aux dispositions de l'article 15.2. Il était favorable à un échange de données d'expériences nationales qui pourrait aider à identifier les problèmes éventuels et les besoins d'assistance technique.

2) Procédures de notification au titre des articles 2, 3, 5 et 7 de l'Accord

47. Le Président a attiré l'attention sur le fait qu'en vertu des articles 2.9.2, 2.10.1, 5.6.2 et 5.7.1 de l'Accord, les Membres étaient tenus de notifier aux autres Membres, par l'intermédiaire du Secrétariat, les projets de règlements techniques ou de procédures d'évaluation de la conformité non conformes aux normes ou guides internationaux pertinents et de leur indiquer si les règlements ou procédures pourraient avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres. Les obligations de notification s'appliquaient également aux pouvoirs publics locaux se situant directement au-dessous du gouvernement central (articles 3.2 et 7.2). Il a fait observer que la notification périodique des modifications apportées aux règlements techniques et aux procédures d'évaluation de la conformité par les gouvernements centraux et les pouvoirs publics locaux donnait aux autres Membres la possibilité de formuler des observations ainsi que d'examiner ces observations, sur demande, et de prendre en considération ces observations et les résultats de leur examen.

Propositions pertinentes:

- i) obligations de notification des Membres et des pouvoirs publics locaux se situant directement au-dessous du gouvernement central;
- ii) procédures de notification visant à donner aux autres Membres la possibilité de formuler des observations.

48. La représentante des Communautés européennes a attiré l'attention sur le fait que peu de projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité élaborés par les pouvoirs publics locaux avaient été notifiés au titre des articles 3 et 7 de l'Accord. Elle estimait que, pour clarifier la situation, il serait utile que les Membres indiquent au Comité quelles étaient leurs institutions publiques locales autorisées à adopter des dispositions réglementaires.

49. L'intervenante a souligné qu'il importait de notifier les projets de règlements techniques avant qu'ils ne soient adoptés, afin que les autres Membres aient la possibilité de les commenter. Elle a dit qu'il serait utile que le texte du projet de règlement et la traduction (dans une des langues de l'OMC) des documents pertinents ou de leur résumé soient joints à la notification adressée au Secrétariat, afin que le délai fixé pour la formulation d'observations puisse être respecté. Elle a rappelé que le Comité avait recommandé un délai de 60 jours pour la formulation des observations et suggéré que ce délai coure à partir de la date de publication des notifications par le Secrétariat.

50. La représentante de la Suisse a dit que le délai de 60 jours pour la formulation d'observations devrait courir à partir de la date de publication d'une notification par le Secrétariat (qui devrait intervenir dans les dix jours suivant sa réception). En ce qui concerne le mode de présentation des notifications, elle a proposé que les Membres fournissent les renseignements complémentaires suivants: i) sous le point 6, un résumé plus détaillé décrivant le projet de règlement technique ou de procédure d'évaluation de la conformité, et donnant ses principaux points, et ii) outre le nom de l'organisme chargé de la notification, le nom de l'organisme chargé de l'élaboration du projet - s'il est différent -, et les adresses de tous les organismes compétents. Le Comité devrait également étudier une procédure (analogue à celle décrite à l'article 18:7 de l'Accord sur l'agriculture), permettant aux autres Membres d'adresser une contre-notification lorsqu'un Membre ne satisfait pas à son obligation de notification.

51. La représentante de l'Egypte pensait qu'il faudrait faire un bilan afin d'avoir une idée de la manière dont les Membres s'acquittaient de leurs obligations actuelles en matière de notification. Elle approuvait la proposition visant à ce que la traduction ou le résumé traduit des projets de règlements soit joint à la notification adressée au Secrétariat. Selon elle, cela permettrait d'assurer la transparence et de faciliter la tâche aux autres Membres qui souhaitaient formuler des observations.

52. Le représentant du Japon a rappelé que sa délégation s'était déclarée préoccupée par le fait qu'un nombre croissant de notifications prévoyaient un délai plus court pour la formulation d'observations que celui qui était prévu dans l'Accord ou recommandé par le Comité. Il pensait qu'il était préférable que le Comité cherche à faire respecter correctement les obligations actuelles avant de prendre de nouvelles dispositions. Quant à la proposition de faire joindre le texte à la notification, le Comité devrait l'étudier soigneusement car on ne savait pas combien de notifications étaient effectivement examinées et, vu les autres demandes de renseignements complémentaires formulées par les Membres, il était difficile d'évaluer l'efficacité d'une telle proposition par rapport à son coût. En outre, cette proposition soulevait des problèmes de traduction qui risquaient d'être délicats pour sa délégation.

53. La représentante des Etats-Unis se demandait, comme le Japon, s'il était nécessaire d'ajouter quelque chose aux recommandations déjà formulées par le Comité sur le délai de 60 jours pour la formulation d'observations. Selon elle, le Comité devait être prudent lorsqu'il envisageait d'adopter de nouvelles recommandations. Elle a néanmoins souligné qu'il importait que les notifications soient communiquées et publiées dès que possible, afin que les délais impartis pour la formulation d'observations ne soient pas écourtés. Elle a appelé l'attention sur la recommandation pertinente formulée par le Comité à la page 13 du document G/TBT/1/Rev.4 selon laquelle "une notification devrait être faite au moment où il existe un projet contenant le texte complet d'un règlement technique ou des procédures d'évaluation de la conformité et où il est encore possible de faire des propositions de modification qui puissent être prises en compte".

54. Le représentant de Singapour a déclaré qu'étant donné que les obligations de notification figurant dans l'Accord OTC étaient parmi les plus complètes de toutes celles figurant dans les différents Accords de l'OMC, le Comité devait s'abstenir d'introduire davantage de dispositions relatives à la transparence. Il devait en revanche s'attacher à faire en sorte que les dispositions actuelles soient correctement et entièrement respectées. Il était essentiel que les règlements techniques, normes et procédures d'évaluation

de la conformité soient notifiés au stade du projet pour assurer la transparence. Le Comité devait prendre les dispositions nécessaires pour inciter les Membres à adresser leurs notifications dans les délais prévus.

3) Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes - Annexe 3 de l'Accord

55. Le Président a indiqué que l'article 4 imposait l'obligation aux institutions à activité normative du gouvernement central d'accepter et de respecter le Code de pratique. Les Membres prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les institutions publiques locales, les organismes non gouvernementaux à activité normative et les organismes régionaux à activité normative acceptent et respectent ce code.

Propositions pertinentes:

- i) acceptation du Code de pratique par les organismes à activité normative;
- ii) coordination des travaux des organismes à activité normative à différents niveaux;
- iii) adoption d'une disposition sur l'équivalence analogue à celle figurant à l'article 2.7 de l'Accord.

56. La représentante de l'Egypte a déclaré que son pays était un des premiers à avoir accepté le Code de pratique et encouragerait les autres Membres à suivre son exemple. Elle a néanmoins ajouté que l'acceptation du Code ne devait pas préjuger des vues des Membres sur le champ d'application de l'Accord quant aux procédés et méthodes de production sans rapport avec les produits. Elle estimait que la coordination des travaux des organismes à activité normative à différents niveaux était un point important et appuyait la proposition concernant l'équivalence des normes. Elle a déclaré que le Comité devrait étudier la question de l'élargissement du champ d'application de l'article 2.7 au Code de pratique qui, selon elle, constituerait une bonne base pour améliorer la coordination et l'harmonisation des travaux des organismes à activité normative.

57. La représentante des Communautés européennes a dit que sa délégation attachait de l'importance à l'acceptation du Code de pratique par les organismes à activité normative. Elle estimait que cela avait un lien avec l'équilibre des droits et obligations entre les Membres. Jusqu'ici, les résultats n'avaient pas été satisfaisants et d'importants progrès devraient être accomplis dans le cadre de l'examen triennal. Elle a suggéré qu'au cours de cet examen, il serait utile que les Membres expliquent les raisons pour lesquelles leurs organismes à activité normative n'avaient pas encore accepté le Code, comme l'exigeait l'article 4. Elle a cité la note du Canada dans laquelle il était indiqué que, bien que facultatives par nature, les normes pouvaient avoir des effets de restriction des échanges. Compte tenu de la situation, elle estimait que la priorité du Comité devait être de faire en sorte que le Code soit accepté le plus largement possible avant d'engager des discussions sur l'adoption éventuelle de nouvelles dispositions concernant l'équivalence des normes.

58. La représentante de la Suisse a approuvé la proposition des Communautés européennes visant à ce que les Membres expliquent les raisons pour lesquelles leurs organismes à activité normative n'avaient pas accepté le Code. Pour contribuer à assurer l'acceptation du Code, elle a suggéré que les Membres fournissent une liste de tous leurs organismes à activité normative, pour qu'on puisse la comparer à la liste des organismes qui avaient accepté le Code.

59. Le représentant de l'Inde partageait le point de vue exprimé par l'Egypte au sujet du Code de pratique. Il pensait que les équivalences frayaient la voie à la reconnaissance mutuelle, mais que l'on ne pouvait envisager de retenir *ipso facto* les normes ISO pour parvenir à cette fin, car elles n'étaient

pas assez internationales (peu de pays en développement - en particulier ceux qui n'étaient pas de gros exportateurs - pourraient participer à l'élaboration des normes) et ne faisaient pas l'objet d'un "consensus" au sens où l'entend l'OMC.

60. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a approuvé les propositions visant à assurer une plus large acceptation du Code de pratique par les organismes à activité normative et une meilleure communication entre ceux-ci à différents niveaux. Il a proposé que le Comité examine la manière dont il pourrait encourager une plus grande coopération et une meilleure coordination des travaux entre tous les organismes à activité normative, y compris les organismes internationaux.

61. L'intervenant était favorable à l'idée d'une équivalence des normes et a suggéré deux cas dans lesquels cette notion pourrait être appliquée: i) lorsqu'une norme nationale s'inspirait, intégralement ou en partie, de normes internationales, il devrait exister des procédures au niveau national permettant de reconnaître que la norme nationale et celles des autres pays, en raison de leur origine commune, visaient des objectifs analogues, énoncés dans les normes internationales; et ii) lorsqu'il n'existait pas de normes internationales pertinentes, des procédures devraient permettre à un pays de reconnaître et d'accepter qu'une norme ou des normes appliquée(s) dans un ou plusieurs autres pays pouvaient(en)t permettre de réaliser ses propres objectifs nationaux. Pour que les normes d'autres Membres soient acceptées comme étant équivalentes, il serait nécessaire d'établir dans chaque Membre des procédures simplifiées permettant d'identifier les cas où les objectifs nationaux pouvaient être atteints par l'application de normes différentes d'autres Membres.

62. La représentante du Mexique a dit que le Code de pratique faisait partie intégrante de l'Accord et qu'il importait que les Membres l'acceptent. Elle partageait l'avis des autres délégations au sujet de la coordination des organismes à activité normative. Elle a fait part de l'intérêt de sa délégation pour la proposition du Canada concernant l'équivalence des normes. Cette proposition serait étudiée plus avant et les résultats de cette réflexion seraient consignés dans la note que le Mexique adresserait prochainement. Le Mexique estimait qu'il ne suffisait pas de reprendre cet article 2.7 dans le Code de pratique mais qu'il fallait en outre revoir le libellé de cette disposition.

63. Le représentant de Singapour considérait qu'il serait utile que le Comité envisage d'élaborer des dispositions analogues à celles de l'article 2.7 (équivalence des règlements techniques) qui seraient insérées dans le Code de pratique.

64. En ce qui concerne la question de l'équivalence visée à l'article 2.7, le représentant du Brésil estimait que dans le cas des règlements techniques, l'équivalence était une forme d'harmonisation appropriée si les objectifs visés étaient analogues. Toutefois, pour ce qui était des normes, qui avaient généralement des aspects techniques, il fallait systématiquement chercher à se conformer aux normes internationales. Dans le cas des programmes d'éco-étiquetage, le Comité pourrait explorer la question de l'équivalence comme moyen d'éviter que ces pratiques ne soient utilisées comme des obstacles au commerce.

65. Le représentant du Canada a dit que sa délégation était consciente de l'importance que revêtait l'acceptation du Code de pratique, mais ne voyait pas la nécessité de la réserve proposée par l'Egypte. En ce qui concerne l'équivalence des normes, la position de sa délégation, exposée dans la note du Canada, était claire. Il a pris note de l'observation du Brésil selon laquelle, après l'utilisation de normes internationales, c'était la meilleure solution de rechange. Toutefois, une solution de rechange pourrait être nécessaire.

66. Le représentant du Japon a souligné qu'il importait que les organismes à activité normative acceptent le Code de pratique et que les procédures d'élaboration des normes tiennent compte de l'opinion des parties intéressées. La coordination des organismes à activité normative à différents niveaux

(international, régional et national) était utile pour éviter les doubles emplois et écourter le processus d'élaboration des normes. Il serait en principe préférable de confier les activités de normalisation à des organismes internationaux.

67. La représentante des Communautés européennes a approuvé les propositions du Japon concernant les normes internationales et le rôle des organismes internationaux à activité normative, et a proposé que cette question soit insérée dans le futur programme de travail du Comité. Une meilleure coordination des organismes à activité normative renforcerait le rôle de la normalisation dans son ensemble. L'intervenante a appelé l'attention sur une formule de coopération avec les organismes internationaux à activité normative mise en oeuvre par l'Europe (coopération du CEN et du CENELEC - organismes européens à activité normative - avec l'ISO et la CEI), indiquant qu'elle pourrait servir d'exemple pour la recherche d'une solution harmonisée aux problèmes rencontrés à l'échelle mondiale. Elle a suggéré qu'il serait utile d'obtenir des renseignements sur le mode de coopération de ces organismes internationaux avec d'autres organismes régionaux. Une meilleure coordination des organismes à activité normative devait viser non seulement à éviter un chevauchement des travaux, mais également à respecter la hiérarchie des normes au niveau mondial.

68. En ce qui concerne la notion d'équivalence, l'intervenante estimait que la proposition était attrayante. Toutefois, dans la réalité, elle pourrait susciter des controverses et être difficile à mettre en oeuvre. L'intervenante a appelé l'attention sur le cas des Communautés européennes indiquant que pour assurer l'harmonisation les Communautés européennes ne se fondaient pas sur les équivalences entre les pays, mais cherchaient plutôt à mettre au point une approche harmonisée en vue d'éliminer les divergences entre les dispositions nationales. Selon elle, il serait difficile de réaliser au niveau multilatéral, ce qui n'avait pas été possible au niveau régional. Sa délégation donnait la priorité aux normes internationales et non à l'analyse de l'équivalence des normes.

69. Le représentant de l'Argentine reconnaissait qu'il fallait encourager l'acceptation du Code de pratique. Il estimait toutefois que les propositions des Communautés européennes et de la Suisse - qui consistaient à demander aux organismes à activité normative qui n'avaient pas accepté le Code d'expliquer les raisons de leur refus - créeraient une charge de travail supplémentaire pour ces organismes. Il a suggéré qu'avant de leur poser ces questions, le Comité cherche à leur expliquer les avantages qu'ils retireraient de l'acceptation du Code, au moyen, par exemple d'un document élaboré par le Secrétariat ou par les délégations. Il a fait part de son intérêt pour la proposition du Canada concernant l'équivalence des normes et a indiqué que sa délégation n'était pas totalement fixée sur ce point, même si elle reconnaissait que l'équivalence était la meilleure solution de rechange.

70. La représentante des Etats-Unis a approuvé la proposition de l'Argentine d'informer les organismes à activité normative des avantages qu'ils retireraient de l'acceptation du Code, afin de les inciter à l'accepter. Elle a indiqué qu'aucun organisme à activité normative des Etats-Unis n'avait accepté le Code, même s'ils ne se heurtaient à aucune difficulté particulière pour s'acquitter des obligations découlant de l'Accord, bien qu'il y ait eu dans le pays des échanges de vues approfondis sur les obligations découlant de l'Accord et l'obligation imposée aux organismes à activité normative de notifier leur acceptation du Code.

71. Le représentant de Singapour estimait que la multiplication des normes facultatives pourrait avoir des effets négatifs sur le commerce, et a suggéré que le Comité recherche un moyen d'accroître la transparence des normes appliquées par les organismes à activité normative non gouvernementaux.

4) Normes internationales

72. Le Président a appelé l'attention sur les articles 2.4 et 5.4 de l'Accord et le paragraphe F du Code de pratique qui dispose que les Membres utiliseront des normes et guides internationaux pertinents,

lorsqu'ils existent ou sont sur le point d'être mis en forme finale, comme base de leurs règlements techniques, de leurs procédures d'évaluation de la conformité et de leurs normes, sauf lorsque ces normes internationales ou leurs éléments pertinents seraient inefficaces ou inappropriés pour réaliser les objectifs légitimes recherchés ou (article 12.4) ne seraient pas appropriés aux besoins de développement, des finances et du commerce des pays en développement Membres.

Propositions pertinentes:

- i) renforcement et suivi de l'utilisation des normes internationales par les Membres;
- ii) procédures et activités des organismes internationaux à activité normative;
- iii) définition des normes internationales;
- iv) éventuels effets de distorsion des échanges de certaines normes internationales;
- v) coordination et coopération entre le Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC et les organismes internationaux à activité normative.

73. Le représentant du Japon a indiqué qu'il importait de promouvoir à l'alignement des normes nationales sur les normes internationales. Il existait toutefois un certain nombre de normes internationales sur lesquelles les normes nationales ne pourraient être alignées, du fait qu'elles ne reflétaient pas les données techniques actuelles et ne répondaient pas aux besoins réels du marché. Ces normes internationales devraient être révisées et il faudrait mettre en place un mécanisme permettant aux Membres, lorsqu'ils constataient que des normes internationales étaient inadaptées, de prendre l'initiative de demander à leurs organismes nationaux à activité normative d'informer les organismes internationaux concernés de la nécessité de les revoir. L'intervenant a attiré l'attention sur une liste, établie par sa délégation, de 20 normes internationales jugées obsolètes. Il a indiqué que le Comité japonais des normes industrielles (JISC), qui est le correspondant japonais de l'ISO/CEI, avait proposé à l'ISO et à la CEI de réviser ces normes.

74. La représentante du Mexique a fait part de son intérêt pour les propositions et observations formulées à propos de la définition d'une norme internationale. Selon elle, le Comité devait commencer par préciser la définition d'un organisme international à activité normative avant d'examiner ce qu'il entendait par norme internationale dans le langage de l'OMC. Cette définition devrait être établie en tenant compte de la participation effective des Membres de l'OMC à la prise de décisions et à l'élaboration de normes par cet organisme.

75. En ce qui concerne l'examen des procédures et activités des organismes internationaux à activité normative, sa délégation chercherait à faire adopter des mesures favorisant une participation plus active de tous les Membres de l'OMC aux discussions sur les normes internationales et à leur élaboration. S'agissant du suivi de l'utilisation des normes internationales par les Membres, elle a proposé que le Comité procède d'abord à un échange de vues sur le degré d'utilisation par les Membres des normes internationales actuelles, non pas pour contrôler leur régime, mais pour identifier les problèmes que pourraient rencontrer leurs autorités, leurs organismes nationaux à activité normative et leurs industries dans l'utilisation de normes internationales. Cela pourrait aider à trouver des solutions permettant d'appliquer correctement les normes internationales.

76. La représentante des Communautés européennes a dit que l'examen triennal donnerait aux Membres l'occasion d'examiner les normes internationales, compte tenu de leur importance et de leur rôle dans l'Accord et dans le renforcement des travaux futurs du Comité. Les propositions de sa délégation figurant dans le document G/TBT/W/36 visaient à améliorer la transparence dans ce domaine.

Il y était également recommandé de développer les relations entre l'OMC et les organismes internationaux à activité normative et d'établir certaines prescriptions en matière de normalisation au niveau international, afin que les normes internationales puissent être convenablement appliquées par les Membres. Ces prescriptions concernaient la priorité et la transparence des travaux des organismes internationaux à activité normative. S'agissant de l'utilisation des normes internationales par les Membres, sa délégation proposait d'introduire des mécanismes de suivi s'inspirant de l'expérience acquise dans le cadre de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. Compte tenu de sa complexité, l'intervenante a suggéré que la question de la définition d'une norme internationale soit traitée dans le futur programme de travail du Comité, qui devrait probablement créer un groupe de travail spécial à cet effet.

77. Le représentant de Singapour a fait observer que les règlements techniques élaborés conformément aux normes internationales étaient présumés, sous réserve de réfutation, ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce international. En d'autres termes, les règlements techniques fondés sur des normes internationales étaient présumés être neutres du point de vue du commerce. Certaines normes internationales pouvant néanmoins avoir des effets négatifs sur les échanges, le Comité devrait être prudent par rapport aux propositions visant à les incorporer dans l'Accord OTC. L'intervenant a proposé qu'on fasse une étude approfondie des éventuels effets de distorsion des échanges de ces normes avant de prendre la décision de les incorporer dans l'accord. Tout en reconnaissant l'utilité des normes internationales aux fins de l'harmonisation, le Comité devrait tenir compte des difficultés que les pays en développement pourraient rencontrer dans leur application. A cet égard, les membres du Comité devaient prendre note des dispositions de l'article 12.4.

78. La représentante de l'Egypte a fait observer que l'on s'entendait généralement à reconnaître l'importance des normes internationales. Elle se demandait néanmoins s'il existait un consensus sur ce que l'on entendait par norme internationale, et estimait qu'il importait que le Comité précise d'abord sa définition. En ce qui concerne le suivi de l'utilisation des normes internationales par les Membres, elle souhaitait savoir si l'Accord comportait des prescriptions en la matière ou si ce suivi constituerait une obligation et une charge supplémentaires pour les Membres. Elle approuvait les propositions de Singapour concernant l'étude des effets négatifs de certaines normes internationales sur les échanges et le renforcement de la coopération et de la coordination entre le Comité et les organismes internationaux à activité normative. Sa délégation reconnaissait qu'il importait que l'OMC joue un rôle plus actif dans les travaux de normalisation internationale, et elle a proposé à cet égard que le Comité étudie la possibilité de mettre en place des procédures allant dans ce sens. Selon elle, les organismes internationaux à activité normative devraient tenir compte des discussions en cours à l'OMC sur cette question.

79. Le représentant de l'Inde a appuyé la proposition d'élaborer une définition plus claire des normes internationales. Il fallait à cet égard prendre en considération leur efficacité pour la réalisation d'objectifs légitimes, d'ordre (climatique, géographique ou technologique par exemple). Il fallait tenir compte du fait que l'objectif de la normalisation était d'accroître l'efficacité de la production, de faciliter le commerce international, d'éviter les obstacles non nécessaires au commerce et de favoriser les transferts de technologie des pays développés vers les pays en développement. A l'OMC, les processus normatifs devaient se limiter aux normes applicables aux produits ou aux procédés et méthodes de production s'y rapportant.

80. Le représentant du Canada a approuvé l'approche proposée, consistant à donner des exemples concrets de normes internationales posant des problèmes particuliers aux Membres. Il s'est félicité que la délégation du Japon ait fait part de son expérience au Comité. Il estimait que ce débat permettrait au Comité d'obtenir des informations pertinentes sur les pratiques nationales des Membres et les méthodes de travail des organismes internationaux à activité normative.

81. En ce qui concerne les procédures et activités des organismes internationaux à activité normative ainsi que la coordination et la coopération entre le Comité et ces organismes, l'intervenant estimait qu'il convenait en premier lieu d'inviter les organismes internationaux compétents à assister aux réunions du Comité pour donner aux Membres une idée plus précise de leurs activités. Il importait également de promouvoir la coordination et la coopération au niveau national. L'intervenant a fait observer que les membres de sa délégation comptaient des experts du Conseil canadien des normes, ce qui lui permettait d'être informé du système et des pratiques en vigueur au Canada. Il a encouragé les autres délégations à faire de même pour profiter des compétences de leurs experts nationaux.

82. En ce qui concerne la définition d'une norme internationale, il ressortait de son expérience avec les milieux d'affaires canadiens que l'industrie savait ce qu'étaient des normes internationales. Il a fait observer que la plupart des organismes internationaux à activité normative étaient composés des mêmes Membres que l'OMC. Selon lui, le Comité devait veiller, lorsqu'il abordait cette question, à ne pas donner l'impression qu'il contestait les travaux de certains autres organismes nationaux, notamment de ceux qui s'occupaient de normes facultatives. L'intervenant reconnaissait que le rôle des délégations était de donner une orientation générale et un avis, mais il y avait une limite à respecter.

83. S'agissant de la définition des normes internationales et des organismes internationaux à activité normative, le représentant du Pakistan estimait que la définition d'un organisme ou système international qui figurait à l'annexe 1 de l'Accord - "Organisme ou système ouvert aux organismes compétents d'au moins tous les Membres" - pourrait ne pas être suffisante et qu'elle devrait prendre en compte la notion de participation effective.

84. La représentante des Etats-Unis a souscrit à la nécessité d'une participation effective aux travaux des organismes internationaux à activité normative et de leur transparence. Elle estimait elle aussi que la définition d'un organisme international à activité normative figurant à l'annexe 1 pourrait ne pas être suffisante, mais a réaffirmé l'importance des obligations fondamentales découlant de l'Accord en matière d'utilisation des normes internationales.

85. Le représentant du Brésil a fait observer que l'Accord reconnaissait l'importance de l'utilisation des normes internationales pour faciliter le commerce international. Il importait donc de trouver le moyen d'encourager et d'intensifier leur utilisation. Il fallait encourager un plus grand nombre de Membres à accepter et à respecter le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes. Cela contribuerait à renforcer le processus de normalisation internationale.

86. Le représentant de la Nouvelle-Zélande reconnaissait qu'il importait d'examiner la définition des normes internationales. Il a mentionné l'existence d'un certain nombre de normes qui n'étaient pas considérées comme des normes internationales du fait qu'elles n'avaient pas été adoptées par des organismes internationaux à activité normative, même si elles étaient couramment utilisées dans le commerce international.

87. L'intervenant a fait part de son intérêt pour d'autres propositions concernant la notion d'une participation effective aux activités de normalisation internationale. Il a suggéré d'examiner simultanément les points "Renforcement et suivi de l'utilisation des normes internationales par les Membres" et "Effets éventuels de distorsion des échanges de certaines normes internationales". Il s'est montré intéressé par la proposition japonaise d'établir une liste des normes internationales obsolètes, proposition qu'il jugeait utile pour donner une orientation plus concrète aux discussions dans ce domaine. Il a suggéré qu'il pourrait être utile d'établir une liste négative des normes internationales qui n'étaient pas utilisées pour faire ressortir les problèmes qui se posaient à cet égard.

88. L'intervenant a rappelé que les autorités de son pays reconnaissaient, aux paragraphes 33 à 35 de la note de la Nouvelle-Zélande, l'effet notable sur le commerce de l'utilisation de normes

internationales comme règlements techniques dans certaines circonstances. Il a indiqué que l'article 2.4 de l'Accord encourageait les Membres à utiliser des normes internationales ou leurs éléments pertinents comme base d'un règlement technique. Il a souligné que pour réduire au minimum les obstacles au commerce, seuls les éléments d'une norme internationale qui étaient nécessaires pour réaliser des objectifs légitimes devaient être utilisés pour l'élaboration d'un règlement technique. Les normes facultatives constituaient dans de nombreux secteurs un élément de base important des règlements techniques. Toutefois, comme elles reflétaient des perspectives et des besoins très variés, ces normes pourraient contenir des prescriptions qui n'étaient pas essentielles à la réalisation des objectifs légitimes des règlements techniques. En conséquence, reprendre l'intégralité des normes facultatives dans les règlements techniques obligatoires pourrait avoir pour effet d'imposer des coûts non nécessaires aux entreprises et de créer des obstacles non nécessaires au commerce.

89. Le représentant du Nigéria pensait comme les représentants de Singapour et de la Nouvelle-Zélande, qu'il n'était pas toujours utile de fonder sur les normes et guides internationaux les règlements techniques, les procédures d'évaluation de la conformité et les normes élaborés par les Membres. Il a fait observer que l'article 2.4 encourageait les Membres à utiliser les normes internationales ou leurs éléments pertinents lorsqu'ils seraient efficaces. Comme l'avait fait observer le Mexique, cette obligation faisait l'objet des exceptions énoncées à l'article 12.4 concernant les pays en développement Membres. Il avait écouté avec intérêt les données d'expérience fournies par la délégation du Japon, et pensait lui aussi qu'il pourrait ne pas être opportun d'adopter des normes ou guides internationaux dans certaines circonstances propres aux différents pays ou en raison du fait que certains d'entre eux étaient dépassés.

90. Le représentant de Singapour a déclaré que le Comité devrait envisager d'adopter des procédures prévoyant une coordination et une coopération plus étroites entre le Comité et les organismes internationaux à activité normative.

91. En réponse aux observations formulées par la délégation du Japon au sujet de normes internationales obsolètes, le représentant de l'ISO a indiqué que chacune des 10 500 normes ISO et des 3 000 normes CEI était examinée tous les cinq ans (plus souvent si nécessaire) par ceux qui les avaient adoptées pour déterminer si elles devaient être confirmées, révisées ou supprimées. Néanmoins, il arrivait que les membres de l'ISO ne portent pas suffisamment d'intérêt à la question et ne répondent pas aux demandes de renseignements, d'où le maintien de certaines normes obsolètes. Le Bureau de gestion technique de l'ISO - qui supervise le programme technique de l'Organisation - a pris note avec intérêt de la liste de normes obsolètes établie par le Comité japonais des normes industrielles. Les comités techniques chargés de l'élaboration et de la mise à jour de ces normes menaient actuellement une enquête dont les résultats seraient examinés lors de la réunion du Bureau de gestion technique de septembre 1997. L'intervenant a invité les Membres de l'OMC à fournir d'autres renseignements sur les normes ISO qu'ils jugeaient obsolètes.

92. Se référant à la définition des termes de la normalisation et des activités connexes, l'intervenant a appelé l'attention sur le Guide ISO/CEI 2 qui contenait les définitions des organisations internationales à activité normative et des normes internationales. Il a indiqué que l'édition de 1991 de ce guide, dont il est question à l'annexe 1 de l'Accord OTC, avait été révisée en 1996. La définition d'une norme internationale donnée dans le Guide 2 concernait uniquement les documents établis par consensus dont le respect est volontaire. Toutefois, la définition donnée dans l'Accord OTC concernait aussi bien les normes fondées sur un consensus que celles qui ne l'étaient pas. L'intervenant fournirait des exemplaires du Guide ISO/CEI 2 et, le cas échéant, des renseignements complémentaires aux Membres intéressés.

5) Règlements techniques

93. Le Président a appelé l'attention sur le paragraphe 22 du rapport du Comité à l'intention de la Conférence ministérielle de Singapour (G/L/122), où il était dit ce qui suit: "Il est jugé important de pouvoir procéder à un examen approfondi de tous les aspects de l'Accord OTC concernant les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité au cours de l'examen triennal afin de renforcer l'application des disciplines existantes ainsi que l'Accord en vue de faciliter le commerce au moyen d'une réglementation plus efficiente et efficace".

Proposition pertinente:

Lignes directrices pour l'élaboration, l'adoption et l'examen des règlements techniques

94. Le représentant de la Nouvelle-Zélande estimait que la question de la bonne élaboration de règlements techniques constituait une priorité absolue pour l'examen triennal. Il a appelé l'attention sur le document de la Nouvelle-Zélande qui proposait des indications pratiques pour aider tous ceux qui participent à l'élaboration et à la mise en oeuvre des règlements techniques au niveau national à s'acquitter de leurs obligations aux termes de l'Accord, tout en poursuivant leurs objectifs nationaux légitimes. A son avis, ces indications pourraient aider les Membres à mieux comprendre les étapes concrètes que supposaient l'élaboration, l'adoption et l'examen des règlements techniques conformément aux prescriptions de l'Accord. Elles devraient rendre possible l'élaboration de la réglementation la moins restrictive pour le commerce et contribuer dans une large mesure à l'efficacité de la mise en oeuvre de l'Accord.

95. Sa délégation appuyait les stratégies prévues dans l'Accord, qui encourageaient l'harmonisation de la réglementation et la reconnaissance des règlements techniques équivalents des autres Membres afin de faciliter le commerce mondial. Ces stratégies étaient surtout efficaces dans les pays où les conditions étaient relativement semblables. Lorsque les conditions étaient différentes, il pouvait être difficile de réaliser l'harmonisation et la reconnaissance des équivalences, d'où l'intérêt des prescriptions inscrites dans l'Accord pour l'élaboration, l'adoption et l'application des règlements techniques. De plus, l'harmonisation et la reconnaissance des équivalences seraient d'autant plus efficaces que les cadres réglementaires nationaux s'approcheraient du bon système d'élaboration requis par l'Accord.

96. L'intervenant a suggéré que les autorités chargées de la réglementation recourent à un processus en deux étapes lorsqu'elles envisagent d'adopter un règlement technique: premièrement, déterminer si l'adoption d'un règlement s'impose pour régler un problème particulier. Pour ce faire, il fallait prendre en compte la nature et l'ampleur du problème et examiner les options susceptibles de permettre d'atteindre les objectifs de la façon la plus efficace et la moins restrictive pour le commerce. Ces options comprenaient notamment: le statu quo; le recours à la législation générale; les programmes de formation; les instruments économiques tels que l'imposition ou les droits de propriété négociables; la législation en matière d'assurance et de responsabilité; les codes de conduite ou de pratique; l'autoréglementation par la branche de production; et enfin les règlements techniques. Deuxièmement, si l'on retenait l'option du règlement, et que l'on jugeait que la meilleure forme de règlement était le règlement technique, il fallait élaborer ce dernier dans le respect de l'ensemble des disciplines prévues dans l'Accord. Ce règlement devait incorporer les principes du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée; il ne devait pas être plus restrictif que nécessaire pour le commerce; il devait être suivi et réexaminé au besoin; il devait, le cas échéant, être fondé sur les normes internationales; il devait être défini en fonction des propriétés d'emploi des produits (et considéré comme un moyen équivalent d'atteindre le résultat souhaité); son processus d'élaboration devait être transparent et concerté; et enfin, les procédures adoptées pour le faire respecter ne devaient pas créer d'obstacles inutiles au commerce et devaient être réduites au minimum nécessaire pour donner l'assurance que les produits seront conformes.

97. Le représentant du Japon a accueilli avec satisfaction le document de la Nouvelle-Zélande. Selon lui, ce document offrait une approche globale et systématique pour l'élaboration de règlements techniques de la façon la moins restrictive pour le commerce. La mise en oeuvre de l'article 2.4 concernant l'harmonisation des règlements techniques par le biais de l'utilisation de normes internationales, bien qu'importante, pouvait s'avérer difficile à réaliser compte tenu des contraintes de coût et d'efficacité. L'harmonisation passait nécessairement par la coordination entre les autorités gouvernementales chargées d'élaborer les règlements techniques et les organismes nationaux de normalisation. Des règlements techniques différents selon le pays pourraient avoir le même contenu technique. C'était là un exemple typique de duplication du travail des autorités gouvernementales qu'il fallait essayer d'éviter. Si les normes nationales s'inspiraient des normes internationales pertinentes et incorporaient le contenu technique voulu, les règlements techniques pourraient être rédigés à partir des normes nationales. Autrement dit, les normes nationales pourraient servir d'infrastructure commune souple pour les règlements techniques.

98. L'intervenant a évoqué le plan d'action du gouvernement japonais, récemment adopté par le Conseil des ministres en vue d'une réforme des structures de l'économie nationale. Ce plan prévoyait que les normes industrielles japonaises en vigueur (les "JIS") seraient révisées en fonction des besoins de l'organisme national de normalisation et des ministères et organismes compétents. Cela devrait favoriser l'harmonisation entre les JIS et les règlements techniques, c'est-à-dire l'élaboration de règlements techniques inspirés des JIS. La délégation japonaise proposait donc aux autres Membres d'examiner la recommandation suivante: "Pour faciliter la mise en oeuvre de l'article 2.4 de l'Accord OTC, il est indispensable d'assurer la coordination entre les autorités gouvernementales et les organismes nationaux de normalisation. Par conséquent, les autorités nationales devraient, dans la mesure du possible, lorsque les normes nationales sont considérées comme fondées sur les normes internationales pertinentes, établir leurs règlements techniques par référence à ces normes nationales."

99. La représentante de l'Australie s'est dite favorable au document de la Nouvelle-Zélande et a rappelé que celui-ci s'inspirait abondamment des débats d'une réunion du Sous-Comité de la normalisation et de la conformité de l'APEC qui avait eu lieu en mai 1997. Elle a observé que la politique du gouvernement australien était conforme aux principes énoncés dans ce document.

100. La représentante des Etats-Unis a abondé dans le même sens. Selon elle, le document de la Nouvelle-Zélande donnait un éclairage complet, global et pratique aux obligations prévues dans l'Accord. Il avait été avalisé par l'APEC et tenait compte du débat qui s'était déroulé à l'OCDE au sujet de l'opportunité d'une réforme de la réglementation visant à réduire les obstacles techniques au commerce. Elle jugeait important de mettre en oeuvre l'Accord et de faire en sorte que les autorités nationales chargées de la réglementation, de l'élaboration des normes et de l'orientation de la politique commerciale le comprennent bien. Ce document lui apparaissait utile à cet égard puisqu'il exposait de manière concrète un certain nombre d'éléments qui correspondaient à ce que les signataires de l'Accord estimaient être de bonnes pratiques. Elle a invité les autres Membres à étudier ces propositions.

101. La représentante des Communautés européennes s'est elle aussi félicitée du document de la Nouvelle-Zélande. Elle trouvait que ce document était complet et pourrait faciliter la compréhension et la mise en oeuvre de l'Accord.

102. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a accueilli favorablement les observations qu'avaient suscitées le document de sa délégation et a invité les délégations désireuses de le faire à en discuter avant ou pendant la prochaine réunion. Il a souligné l'importance de la mise en oeuvre de l'Accord, particulièrement eu égard aux règlements techniques étant donné qu'ils risquaient d'avoir des répercussions importantes sur le commerce du fait de leur caractère obligatoire.

103. La représentante de la Suisse était favorable à ce que l'on encourage l'harmonisation des règlements techniques. Sa délégation suggérait que le Comité se penche sur les aspects suivants: i) le recensement des divers modes d'harmonisation, en tenant compte de l'expérience du secteur privé en la matière; et ii) la détermination des modes d'harmonisation qui répondraient le mieux aux besoins des Membres, tout en évitant de faire double emploi avec le travail d'autres organismes.

6) Procédures d'évaluation de la conformité

104. Le Président a rappelé qu'aux termes de l'article 5.1.2 de l'Accord, les Membres devaient faire en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des procédures d'évaluation de la conformité n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international, ce qui signifiait, entre autres choses, que ces procédures ne seraient pas plus strictes ni appliquées de manière plus stricte qu'il n'était nécessaire pour donner aux Membres importateurs une assurance suffisante que les produits seraient conformes aux règlements techniques ou normes en vigueur. L'Accord encourageait également le recours à des guides ou à des recommandations internationaux pertinents pour l'évaluation de la conformité (article 5.4); l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'accords de reconnaissance mutuelle des résultats des procédures d'évaluation de la conformité (article 6); et l'élaboration et l'adoption de systèmes internationaux d'évaluation de la conformité (article 9).

Propositions pertinentes:

- i) procédures efficaces et efficientes;
- ii) guides ou recommandations émanant d'organismes internationaux à activité normative;
- iii) systèmes internationaux et régionaux d'évaluation de la conformité au sens de l'article 9 de l'Accord;
- iv) accords de reconnaissance mutuelle au sens de l'article 6 de l'Accord, et transparence de ces accords au sens de l'article 10.7;
- v) reconnaissance unilatérale ou autonome.

105. La représentante des Etats-Unis a appelé l'attention sur l'article 6.4 de l'Accord et a suggéré que le Comité s'arrête sur cette disposition et l'examine à fond. A son avis, cette disposition pouvait relever de la reconnaissance unilatérale et on pourrait s'en inspirer pour élaborer un concept analogue à celui de la reconnaissance mutuelle.

106. Le représentant de l'Inde a dit qu'il importait d'offrir une aide technique aux pays en développement pour leur permettre de se doter de systèmes d'évaluation de la conformité. Avant d'envisager la transférabilité des certificats de conformité et pour que cette notion puisse se matérialiser, il fallait examiner le fonctionnement de l'article 12.

107. Le représentant de Hong Kong a noté les préoccupations grandissantes que suscitaient les effets de restriction du commerce dus à la multiplicité des essais et des procédures d'évaluation de la conformité. Il a suggéré aux Membres d'examiner plusieurs pratiques propres à faciliter les échanges: i) lorsque la situation le permettait, l'autodéclaration des fabricants devait être acceptée; ii) lorsqu'une évaluation externe était jugée indispensable, les Membres devaient explorer la possibilité de conclure des arrangements permettant de reconnaître les résultats des évaluations de conformité effectuées par leurs partenaires commerciaux; et iii) le fait que la reconnaissance unilatérale des résultats d'essais et des certificats constituait une solution efficiente.

108. L'intervenant a noté l'intérêt nouveau suscité par la conclusion entre les Membres sur une base bilatérale d'accords de reconnaissance mutuelle (ARM) inspirés de l'article 6 et d'autres dispositions de l'Accord. Les Membres voudront peut-être examiner et accepter d'un commun accord certains critères de fonctionnement qui donneraient effet à ces dispositions. Il a appelé l'attention sur le paragraphe 38 du document du Secrétariat (G/TBT/W/42), qui suggérait des critères utiles comme points de repères. Sa délégation appuyait la proposition d'approfondir l'idée de rédiger des lignes directrices d'application volontaire pour les ARM et suggérait que ces lignes directrices comprennent les éléments suivants: i) la reconnaissance devrait être soumise à des critères objectifs; ii) les ARM bilatéraux ne devraient pas être exclusifs; au contraire, ils devraient ouvrir la voie à des arrangements plus transparents aux termes desquels d'autres parties intéressées auraient une possibilité raisonnable de conclure de tels accords sur une base non discriminatoire; et iii) de tels accords ou arrangements ne devraient pas exclure les produits originaires d'un pays tiers puisque ce qui serait en cause, ce serait la qualité et la compétence des services d'évaluation plutôt que l'origine des produits. L'intervenant estimait que cet élément était particulièrement utile pour les pays en développement, dont les services d'évaluation de la conformité risquaient de ne pas être adéquats.

109. Le représentant de Singapour a reconnu qu'une définition plus poussée des concepts de la reconnaissance mutuelle et de l'équivalence faciliterait sans doute la suppression des effets de distorsion des échanges dus aux règlements techniques, aux normes et aux procédures d'évaluation de la conformité. Il partageait les préoccupations de la délégation du Canada concernant la transférabilité des certificats de conformité. Il a noté que les dispositions sur les ARM contenues dans l'Accord actuel étaient faibles et encourageaient tout au plus les pays à conclure des ARM visant les résultats des procédures d'évaluation de la conformité. Compte tenu du coût de la négociation d'ARM bilatéraux, il a suggéré qu'il serait utile de profiter de l'examen triennal pour tenter de renforcer les dispositions concernant les ARM en explorant deux voies, à savoir: i) réexaminer l'article 6 dans l'optique d'arriver à une solution aux problèmes mis en relief ci-dessus; et ii) comme dans le cas du Groupe de travail des services professionnels, le Comité pourrait tenter de rédiger des lignes directrices d'application volontaire concernant les ARM.

110. La représentante de la Suisse a dit, à propos des procédures efficaces et efficientes pour l'évaluation de la conformité, que la déclaration de conformité du fabricant devrait constituer la règle plutôt que l'exception parce qu'elle permettrait d'éviter les problèmes associés à certaines procédures d'évaluation de la conformité dont les fabricants estimaient qu'elles ne permettaient pas de protéger adéquatement les secrets commerciaux. A l'heure actuelle, les conditions ne semblaient guère propices à une généralisation de la déclaration du fabricant. Toutefois, un examen des conditions préalables à l'intégration dans la législation sectorielle de l'autodéclaration du fabricant serait peut-être utile. L'étude devrait éviter de faire double emploi avec le travail d'autres organismes et devrait porter notamment sur la question de savoir pourquoi la déclaration du fabricant était envisageable dans certains secteurs et non dans d'autres. On pourrait approfondir les aspects suivants: i) présentation par les fabricants des documents exigés par la législation nationale pour montrer qu'ils ont pris des mesures qui garantissent la conformité des produits; ii) système efficace de responsabilité à l'égard des produits; et iii) contrôle adéquat du marché ou surveillance indépendante des produits commercialisés visant à vérifier le respect des prescriptions pertinentes. L'intervenante pensait que cette étude pourrait figurer dans le programme de travaux futurs du Comité.

111. Elle a appelé l'attention sur l'article 6.1 qui exigeait des Membres qu'ils fassent en sorte, chaque fois que cela serait possible, que les résultats des procédures d'évaluation de la conformité d'autres Membres soient acceptés, à condition qu'ils aient la certitude que lesdites procédures offrent une garantie équivalente de conformité aux règlements et normes techniques. Elle a ajouté que pour rendre possible la reconnaissance autonome, il fallait d'abord reconnaître la compétence technique des organes chargés de l'évaluation de la conformité chez les Membres exportateurs. Cette compétence devrait être évaluée sur la base de normes internationales. Il fallait donc encourager autant que possible le recours ou le

renvoi à des normes ou à des guides internationaux pour la reconnaissance des organismes d'évaluation de la conformité. Cela supposait une procédure en deux étapes: i) la détermination (par le Groupe de travail technique des Guides ISO/CEI) des normes ou des guides internationaux pertinents dans les divers secteurs ainsi que des solutions existantes; et ii) l'encouragement (par le Comité) de la reconnaissance de la compétence des divers organismes - et donc de leurs certificats - une fois cette compétence démontrée sur la base des normes ou des guides internationaux. Le Comité devait également déterminer dans quelle mesure une présomption de conformité s'appliquerait aux activités de ces organismes.

112. Le représentant du Japon a dit qu'en général l'autodéclaration de conformité des fournisseurs était considérée comme la procédure d'évaluation de la conformité la moins restrictive pour le commerce et qu'elle devait être envisagée comme le premier choix des Membres. Il a suggéré d'appliquer le Guide ISO/CEI 22 lorsque des fournisseurs présentaient une autodéclaration.

113. La délégation japonaise estimait que l'harmonisation à l'échelle internationale des procédures d'évaluation de la conformité, et notamment le recours aux Guides ISO/CEI pertinents (Guides 22, 25, 39, 58, 61, 62 et 65), était importante pour la réduction des obstacles techniques au commerce. Le gouvernement japonais, reconnaissant l'importance de l'Accord, avait révisé sa Loi sur la normalisation industrielle et décidé d'utiliser le Guide 65 pour les normes industrielles japonaises (JIS), et les Guides 25 et 58 pour le nouveau système d'accréditation des laboratoires.

114. L'intervenant a ensuite présenté au Comité le système japonais de certification ainsi que le système de marquage JIS prévu dans le cadre de la Loi sur la normalisation industrielle, qui entrerait en vigueur le 26 septembre 1997. Le système de marque JIS constituait un outil fiable pour les fabricants, et particulièrement pour les petites et moyennes entreprises (PME), certifiant que leurs produits répondaient aux spécifications des JIS et méritaient donc la confiance des consommateurs. Ce système était géré par les ministres compétents, et une usine pouvait obtenir la licence JIS lorsqu'elle avait subi avec succès les évaluations prescrites par chaque ministre. L'évaluation visait tant le système d'assurance de la qualité de l'usine que le produit. Des organismes privés de certification seraient autorisés à faire partie du système et pourraient délivrer la licence JIS sous leur propre responsabilité. Les ministres compétents agréeront les organismes de certification, y compris les étrangers, qui satisfont aux conditions prescrites sur la base du Guide ISO/CEI 65. Pour faciliter la déclaration du producteur concernant un produit non homologué JIS, les ministres responsables accréditeront des laboratoires d'essais compétents qui appliqueront des critères fondés sur le Guide ISO/CEI 25. Les laboratoires étrangers pourront être accrédités dans la mesure où ils répondent aux critères.

115. Le représentant de la Nouvelle-Zélande était favorable à l'opinion selon laquelle, pour les besoins des procédures d'évaluation de la conformité, la déclaration du fabricant fondée sur le Guide ISO/CEI 22 était préférable à une certification ou à des essais systématiques par un tiers et donc, à une intervention d'un niveau plus élevé. Toutefois, ce genre d'autodéclaration appellerait tout de même certaines mesures. Il existait des pratiques permettant la mise en vente de produits répondant aux prescriptions réglementaires pertinentes et il appartenait aux autorités chargées de la réglementation d'exercer la surveillance nécessaire pour garantir la conformité.

116. S'agissant de la réduction des obstacles au commerce imputables à la certification par un tiers, l'intervenant estimait que la pratique courante de la reconnaissance unilatérale ou autonome était préférable à celle des accords de reconnaissance mutuelle (ARM). Il ne fallait pas trop attendre des ARM conclus entre gouvernements car leur négociation demandait énormément de travail et de temps et il en existait encore très peu. L'intervenant a informé le Comité qu'un ARM avait été conclu entre son gouvernement et les Communautés européennes, après presque six ans de longues négociations.

Cet accord, qui devrait être signé, apporterait des avantages aux deux parties. Toutefois, il présentait des caractéristiques utiles et d'autres moins utiles, notamment celle concernant les règles d'origine dont avait fait état Hong Kong.

117. S'agissant des organismes compétents, l'intervenant a noté qu'il y avait, dans le secteur privé, de nombreux organismes et systèmes d'accréditation nationaux, régionaux ou internationaux (tels l'ILAC et l'IAF) qui accréditaient les organismes d'évaluation de la conformité et reconnaissaient leur compétence. Il se demandait pourquoi certains gouvernements exigeaient des preuves additionnelles de la part d'organismes qui avaient déjà prouvé leur compétence et étaient agréés par différents systèmes d'accréditation. Selon lui, un gouvernement ne devait exercer qu'un contrôle minimal en plus des mécanismes déjà prévus par les systèmes d'accréditation.

118. Le représentant du Brésil a indiqué que différents types de procédures d'évaluation de la conformité pouvaient être utilisés tant que leurs résultats étaient acceptables pour d'autres parties. Compte tenu des différences qui existaient entre les Membres en matière de capacité technologique et de développement, le Comité devrait plutôt se pencher sur la possibilité d'accepter les résultats découlant de procédures différentes d'évaluation de la conformité, sans chercher à définir le genre de procédures qui devaient s'appliquer. Pour réduire les coûts et faciliter les échanges, il fallait appliquer le principe "une norme, un essai, une fois". Ce principe impliquait des conditions complexes de fiabilité et de confiance mutuelle entre les Membres et supposait, dans la plupart des cas, un niveau élevé de compétence technique. Il en découlait que pour que les Membres puissent se faire confiance, il fallait recourir à des procédures communes telles que celles des Guides ISO/CEI pertinents. Il serait utile que le Comité formule des recommandations en faveur de l'utilisation de ces guides, comme l'avait fait le Comité du Tokyo Round. L'intervenant a rappelé qu'il existait différentes formes de procédures d'évaluation de la conformité, y compris l'autodéclaration du fabricant. Toutefois, celle-ci exigeait un niveau élevé de développement des systèmes d'évaluation de la conformité et serait tributaire des moyens disponibles pour assurer une responsabilité effective et adéquate des fournisseurs, et serait de ce fait difficile à appliquer à l'échelle internationale. L'intervenant a rappelé que l'article 6.1.1 et l'annexe 1 de l'Accord incluaient l'accréditation d'organismes de certification et de laboratoires parmi les procédures d'évaluation de la conformité. A son avis, le Comité pourrait lancer une analyse plus poussée de la question, en tenant compte de l'importance croissante des systèmes d'accréditation à l'échelle nationale et internationale.

119. La représentante du Mexique a dit que sa délégation considérait les procédures d'évaluation de la conformité comme une question importante et soumettrait des propositions détaillées à ce sujet. Elle souscrivait dans l'ensemble aux préoccupations exprimées et à plusieurs des propositions formulées par d'autres Membres, en particulier celles qui étaient susceptibles d'apporter des solutions aux problèmes que posait la certification. Elle a ajouté qu'il importait de veiller à ce que les normes existantes et les normes nationales fondées sur des normes internationales soient employées pour la certification. Elle a manifesté de l'intérêt à l'égard de la participation de l'ISO et de l'ISO/QSAR et de la façon dont elles pourraient contribuer à résoudre les problèmes de certification, en particulier dans le cas des petites et moyennes entreprises.

7) Assistance technique au titre de l'article 11

120. Le Président a rappelé qu'à la cinquième réunion du Comité, la Présidente avait indiqué que la mise en oeuvre de l'Accord OTC se déroulait à un rythme plus lent que souhaitable pour ce qui était de la présentation de renseignements au titre de l'article 15.2 et du nombre d'organismes à activité normative qui avaient accepté le Code de bonne pratique. Dans la mesure où ce retard était imputable à des difficultés techniques réelles ou à un manque de sensibilisation aux obligations prévues dans l'Accord, le Secrétariat avait été encouragé à redoubler d'efforts dans son travail d'assistance technique à cet égard.

121. Le représentant du Brésil estimait nécessaire d'intensifier les activités d'assistance technique afin de répondre aux besoins des pays en développement de façon que l'Accord puisse être mis en vigueur intégralement. A cet égard, il y avait lieu d'accorder une attention spéciale à la formation et à la valorisation des ressources humaines.

122. Le représentant de l'Egypte a dit qu'il fallait encourager le Secrétariat à redoubler son effort d'assistance technique pour surmonter les difficultés techniques des Membres et les sensibiliser aux obligations qui leur incombait en vertu de l'Accord. Il souscrivait au point de vue exprimé par le Brésil selon lequel la formation était un aspect important de l'assistance technique. Les pays développés Membres pouvaient y contribuer en partageant leur expérience de l'application de l'Accord.

123. Le représentant du Nigeria a rappelé que le Président et le Secrétariat avaient organisé, en avril, une séance d'information au cours de laquelle des experts avaient expliqué l'Accord et diverses questions connexes. Il a demandé si l'expérience pouvait être reprise sous forme d'un séminaire ou d'un colloque, de préférence immédiatement avant ou après la prochaine réunion, pour que sa délégation et plusieurs autres puissent en profiter.

124. Le représentant du Secrétariat a rappelé qu'à la séance d'information d'avril, des représentants de l'ISO et de la Banque mondiale avaient été invités à prendre la parole devant les Membres intéressés. Il a ajouté que pour l'instant il n'était pas prévu de renouveler cette opération. Toutefois, si les Membres le jugeaient utile, le Secrétariat et le Président pourraient examiner la possibilité d'organiser une autre séance d'information.

8) Traitement spécial et différencié au sens de l'article 12

125. Le représentant de l'Egypte a dit que l'article 12 constituait un élément important de l'équilibre de l'Accord et qu'il apprécierait tout effort visant à enrichir et activer ses dispositions de façon à aider les pays en développement à mieux s'acquitter de leurs obligations aux termes de l'Accord.

9) Définition de la proportionnalité et des mesures ayant les effets les moins restrictifs sur le commerce

126. Le représentant de l'Egypte a souligné l'importance de la définition de la proportionnalité et des mesures ayant les effets les moins restrictifs sur le commerce, pour garantir non seulement la cohérence mais aussi la stabilité de l'application de l'Accord.

127. La représentante des Etats-Unis a dit que pour sa délégation, une définition sommaire de la proportionnalité et des mesures ayant les effets les moins restrictifs sur le commerce ne traduirait pas adéquatement ou fidèlement le sens des obligations visées à l'article 2.2. Elle a fait valoir que selon l'Accord, un règlement technique ne devait pas être plus restrictif pour le commerce qu'il n'était nécessaire pour atteindre des objectifs légitimes. Cela voulait dire notamment qu'il fallait offrir des solutions de rechange raisonnablement accessibles, compte tenu des contraintes techniques et économiques, qui seraient nettement moins restrictives pour le commerce tout en permettant au gouvernement d'atteindre ses objectifs légitimes. Elle a rappelé que certains aspects pertinents à cet égard avaient été abordés dans le document de la Nouvelle-Zélande et a ajouté que sa délégation reviendrait sur la question lors de futures réunions.

10) Normes environnementales

Propositions pertinentes:

- i) éco-étiquetage;
- ii) normes ISO 14000 applicables aux systèmes de management environnemental.

128. Le représentant du Canada a dit que sa délégation n'avait pas l'intention de se lancer dans un débat approfondi sur l'éco-étiquetage dans le contexte de l'examen triennal. Il a appelé l'attention sur le paragraphe 185 du rapport du Comité du commerce et de l'environnement à la Conférence ministérielle de Singapour où, sans préjuger des vues des Membres concernant l'applicabilité aux PMP sans rapport avec les produits, on leur rappelait qu'il importait de notifier leurs programmes d'éco-étiquetage.

129. Un certain nombre de délégations avaient manifesté leur intérêt à l'égard de la proposition canadienne d'ouvrir un débat sur les normes ISO 14000, mais on aurait besoin de plus de temps pour en faire l'analyse. L'intervenant a appelé l'attention sur l'information fournie par le représentant du CCI eu égard à un rapport qui était sur le point d'être publié, ainsi que sur une réunion d'experts de la CNUCED qui se tiendrait du 3 au 5 novembre sur la question des normes ISO 14000. Il a encouragé les délégations de Genève et les administrations nationales à participer activement à ce processus, qui pourrait être très instructif et utile pour l'analyse de la question. Il pourrait être utile que la CNUCED fournisse les documents de base pertinents.

130. Le représentant de l'Inde a dit que la position de son pays sur l'éco-étiquetage était bien connue de par ses interventions au Comité du commerce et de l'environnement. Il a répété que seules les normes applicables aux produits et aux PMP en rapport avec les produits étaient visées par l'Accord OTC. Il a noté que la rédaction des normes ISO 14000 sur l'éco-étiquetage n'était pas entièrement terminée et estimait qu'il serait prématuré pour l'OMC de les aborder maintenant. Il a ajouté que même s'il était possible de traiter les PMP ne se rapportant pas aux produits d'une manière qui n'aurait pas d'effets pour le commerce, l'acceptation de ce principe par l'OMC pourrait aboutir à une situation dans laquelle certains Membres présumeraient que l'application de normes visant ces PMP serait conforme aux disciplines de l'OMC et à leurs obligations en matière d'accès au marché.

131. La représentante des Communautés européennes, se référant au champ d'application de l'Accord en matière de programmes d'éco-étiquetage fondés sur le cycle de vie des produits et faisant intervenir des critères liés aux PMP sans rapport avec les produits, a fait savoir que la position de sa délégation, exprimée dans un document présenté au Comité du commerce et de l'environnement (CCE), demeurerait inchangée. Elle a ajouté que le Comité devrait continuer à examiner cette question, en particulier dans le contexte du CCE, et suggéré que les deux comités auraient avantage à tenir des réunions conjointes. Elle partageait les préoccupations exprimées par un certain nombre de Membres, notamment celles concernant la transparence de l'élaboration et de l'application des programmes d'éco-étiquetage. Elle ne croyait pas que les normes applicables aux systèmes de management environnemental relevaient du champ d'application de l'Accord puisqu'elles visaient à améliorer le comportement environnemental global des entreprises et n'avaient aucun lien direct avec les produits fabriqués.

132. Le représentant du Nigéria a déclaré qu'en matière de programmes d'éco-étiquetage, sa délégation avait une position bien établie au sein du Comité du commerce et de l'environnement. Il souscrivait au point de vue exprimé par l'Inde, à savoir que les PMP sans rapport avec les produits étaient exclus du champ d'application de l'Accord OTC. Il appuyait la proposition des Communautés européennes voulant que le Comité tienne des réunions conjointes avec le CCE pour éviter que la même question soit examinée séparément par deux organes. Il a ajouté que sa délégation avait formulé une proposition similaire au CCE, que celui-ci examinait toujours.

133. La représentante du Mexique a répété qu'étant donné que l'Accord s'appliquait à tous les types de règlements techniques et de normes de façon générale, l'examen triennal ne devait pas suivre une approche verticale et porter sur des secteurs spécifiques. Elle s'est demandé s'il était opportun que les Membres examinent maintenant la question particulière de l'étiquetage écologique. Selon sa délégation, toutes les prescriptions en matière d'étiquetage relevaient des disciplines de l'Accord et de son annexe 3 (Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes) quels

que soient les renseignements figurant sur les labels, dont la légitimité ou la légalité relevaient d'une autre question. Sa délégation se proposait d'examiner attentivement le champ d'application de l'Accord et de voir s'il englobait l'éco-étiquetage dans le cas des PMP sans rapport avec les produits. A son avis, il serait prématuré, à ce stade, que le Comité tienne des réunions conjointes avec le CCE pour aborder la question de l'étiquetage écologique. Eu égard à ce qui s'était passé ces deux dernières années, elle estimait qu'il valait mieux que le Comité poursuive le débat de fond sur la question et détermine plus tard la suite à donner.

134. Le représentant de Singapour, se référant à la question de l'étiquetage écologique, a insisté sur le fait qu'il fallait tenir dûment compte de l'histoire de la négociation de l'Accord OTC et des préoccupations qui avaient été exprimées à propos de la question des PMP sans rapport avec les produits, en particulier le risque d'effets de distorsion des échanges et d'incidences sur le système juridique de l'OMC.

135. Le représentant de l'Indonésie a répété qu'il fallait poursuivre les discussions sur la question des normes environnementales. Il a ajouté qu'il devrait y avoir plus de transparence à cet égard et que ces normes ne devaient pas se transformer en restrictions déguisées au commerce des pays en développement.

11) Caractère évolutif des normes

Normes ISO 9000 et 14000 applicables aux systèmes de gestion de la qualité et de management environnemental

136. Le représentant du Canada a appelé l'attention sur le document produit par son pays, qui contenait des propositions sur cette question, et dit que certains des aspects de celle-ci pourraient relever des domaines des règlements techniques et de la réforme de la réglementation. Sa délégation proposerait de nouvelles idées à cet égard au cours des mois prochains.

137. Le représentant du Brésil a suggéré que le Comité analyse les répercussions commerciales des normes de gestion de systèmes - telles que les normes 9000 et 14000 - pour déterminer comment traiter ces questions.

138. Le représentant du Nigéria a dit que le Comité devait faire preuve de circonspection dans l'examen de cette question. Il importait de savoir où l'on allait et comment serait mené le débat, étant donné que cette question se rattachait aux PMP et à la jurisprudence du GATT, qui étaient à l'ordre du jour du Comité du commerce et de l'environnement depuis deux ans.

139. Le représentant du CCI a informé le Comité que l'ONUDI préparait, avec la collaboration de l'ISO et de l'organisation anglaise, une étude sur les effets commerciaux des normes ISO 9000 et 14000. Les résultats préliminaires de cette étude pourraient être publiés en septembre 1997.

12) Répercussions de l'Accord pour les PME

140. Le représentant de Singapour a dit que la raison d'être de l'Accord OTC était de faciliter la suppression des obstacles techniques au commerce. On ne pourrait savoir si cet objectif était atteint qu'en disposant de données empiriques montrant son incidence sur les perspectives d'exportation et l'accès aux marchés. Des études de cas analysant les répercussions de l'Accord sur les petites et moyennes entreprises (PME) pourraient être utiles. Il a suggéré que le Secrétariat entreprenne une telle étude.

13) Termes et définitions de l'annexe 1 pour les besoins de l'Accord

141. Le représentant du Brésil estimait qu'il importait d'éviter que les Membres divergent dans leur compréhension ou leur interprétation de l'Accord, par exemple eu égard à la notion d'objectifs légitimes visés par les règlements techniques au sens de l'article 2.2. Il serait utile d'harmoniser l'interprétation de cette notion et du champ d'application de l'Accord et du Guide 2 de l'ISO.

142. Le Président a suggéré que pour faire avancer l'examen triennal, le Secrétariat élabore un catalogue informel des opinions, suggestions, propositions et observations formulées. Il a invité les Membres à les communiquer au Secrétariat d'ici au 4 juillet pour que la première version du catalogue puisse être publiée avant la fin de la pause estivale. Il a ajouté que de nouvelles propositions et observations seraient les bienvenues et figureraient au catalogue. En plus des deux réunions officielles d'octobre et de novembre, il a proposé que l'on prévoie deux réunions informelles ouvertes à tous vers le milieu de septembre et à la fin d'octobre.

143. Le Comité a pris note des déclarations.

D. EXPOSES CONCERNANT LA MISE EN OEUVRE ET L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD

144. Le Président a répété que, conformément à l'article 15.2 de l'Accord, les Membres avaient l'obligation de présenter leurs exposés sur les mesures qu'ils avaient prises pour mettre en oeuvre et administrer ce dernier. Il a noté que 49 Membres avaient déjà présenté leur exposé (G/TBT/2 et Add.1-33). Il a rappelé qu'en mai, il avait relancé les Membres qui ne l'avaient pas encore fait et les avait prié instamment de le faire dans les moindres délais.

145. Le représentant de la Turquie a informé le Comité que son pays avait présenté son exposé conformément à l'article 15.2 et qu'il serait distribué sous peu aux Membres.

146. La représentante des Communautés européennes a dit que les nouveaux règlements sur les pneumatiques importés en Egypte préoccupaient les Communautés. Les procédures d'évaluation adoptées depuis novembre 1996 avaient créé des difficultés pour les entreprises concernées. Les licences devant accompagner les pneumatiques importés pour qu'ils puissent être mis sur le marché n'avaient pas été délivrées ou l'avaient été tardivement. Elle se demandait si des procédures analogues étaient appliquées à la production locale. Sa délégation avait présenté des documents et eu des échanges de vues avec les autorités égyptiennes depuis mars 1997, mais la situation ne s'était pas améliorée. Elle demandait à l'Egypte de la renseigner sur les mesures qui avaient été prises, en particulier s'agissant de l'évaluation de la production nationale. Elle a demandé si les autorités de ce pays avaient la moindre intention d'accélérer la délivrance des licences pour les pneumatiques importés.

147. Le représentant de l'Egypte a dit que des consultations bilatérales étaient toujours en cours entre les Communautés européennes et les autorités égyptiennes sur la question du règlement égyptien concernant les pneumatiques, et il espérait que les parties pourraient bientôt arriver à des résultats satisfaisants. Il a demandé à la délégation communautaire de lui faire part de son intervention par écrit pour qu'il puisse la transmettre fidèlement à sa capitale et qu'une réponse puisse être fournie dans un proche avenir.

148. Le représentant du Canada a indiqué qu'à la suite de l'intervention de la Norvège à la réunion du 14 février concernant le règlement technique canadien sur les câbles marins, une réponse aux préoccupations soulevées avait été fournie à la Norvège et au Secrétariat, à l'intention des délégations intéressées. Il a noté que la véritable question était l'acceptation de la norme CEI 92-353 et le retrait de la norme CEI 92-3 et non de savoir si le Canada avait adhéré aux normes internationales de la CEI.

Il a ajouté que le Sous-Comité CEI/TC128/SC18A, dont le Canada faisait partie, examinait actuellement la situation de la norme CEI 92-3. Vu le caractère technique de ces questions, sa délégation était convenue de tenir des discussions bilatérales avec la Norvège.

149. Le représentant de la Norvège s'est félicité de la réponse fournie par le Canada et du fait que le Canada avait réaffirmé sa volonté de fonder ses textes réglementaires sur les normes internationales. Il a ajouté que ses autorités auraient des consultations avec le Canada sur le plan bilatéral au niveau des experts et qu'il se réservait le droit de revenir sur la question au Comité si les résultats devaient se révéler insatisfaisants.

150. Le représentant du Canada a appelé l'attention sur l'interdiction décrétée par la France concernant l'amiante et a dit qu'en réponse à la demande canadienne formulée à la dernière réunion, la Commission européenne avait transmis la justification technique de cette mesure. Selon cette justification, l'interdiction était fondée sur le rapport préliminaire de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). Il a rappelé que cette interdiction avait été annoncée peu après la publication du projet du rapport de l'INSERM, c'est-à-dire d'un texte non définitif. Il estimait que les constatations faites dans le rapport ne constituaient pas une base scientifique suffisante pour interdire l'amiante et les produits renfermant de l'amiante. D'après une étude commandée par le gouvernement du Québec, l'étude Dunnigan-Gibbs, le rapport était dépourvu d'arguments scientifiques justifiant l'interdiction de tous les types d'amiante et de toutes ses applications. Il a dit qu'en vertu de l'Accord, un règlement technique ne devait pas être plus restrictif pour le commerce qu'il n'était nécessaire pour atteindre un objectif légitime, compte tenu des risques que la non-réalisation de cet objectif entraînerait. Pour évaluer ces risques, un Membre devait prendre en compte l'information scientifique et technique disponible. Appelé à examiner le rapport de l'INSERM, le groupe international d'experts formé par la Société royale du Canada avait conclu que les auteurs avaient surestimé la menace réelle pour la population française et avaient peut-être sous-estimé les différences entre les types de fibres. Les statistiques de mortalité citées dans le rapport se référaient principalement à des pratiques passées et péchaient par l'absence de données récentes sur l'exposition, particulièrement les faibles niveaux d'exposition. Selon la justification, les auteurs du rapport de l'INSERM s'étaient prononcés en faveur de l'"hypothèse la plus plausible de l'incertitude". L'intervenant a demandé un éclaircissement de cette expression et voulait savoir si elle se référait au principe de précaution.

151. Le Canada et un certain nombre d'autres pays, tant producteurs que consommateurs d'amiante et de produits en amiante, partageaient l'inquiétude de la France pour la santé de la population, des travailleurs de la construction et d'autres groupes professionnels. Toutefois, il estimait que cette interdiction était plus restrictive pour le commerce qu'il n'était nécessaire pour réaliser l'objectif de protection de la santé. Il a fait valoir qu'une utilisation contrôlée de l'amiante, fondée sur des principes scientifiques reconnus et sur un consensus international déjà ancien, offrait un moyen suffisant de réaliser l'objectif voulu et qu'il n'y avait aucune raison scientifique d'abandonner cette politique concernant le chrysolite. A son avis, la mesure prise par la France était disproportionnée et ne permettrait pas de régler le problème à long terme lié à l'utilisation passée de produits contenant de l'amiante friable dans les vieux immeubles. L'interdiction ne permettrait pas de régler adéquatement la question de la santé et de la sécurité des travailleurs de la construction et des chantiers de démolition parce que les travailleurs auraient toujours à travailler avec des produits d'amiante friable en place. Les autorités canadiennes continueraient de soulever cette question dans toutes les enceintes disponibles.

152. Le représentant de la Colombie partageait les préoccupations du Canada concernant l'interdiction décrétée par la France d'importer de l'amiante et des produits à base d'amiante. Il a rappelé que le ministre colombien du Commerce extérieur avait commenté la notification de la mesure française. Il avait demandé pourquoi l'interdiction se fondait uniquement sur le rapport de l'INSERM alors que d'autres institutions ou études internationales avaient établi que l'amiante pouvait être sans danger s'il

était manipulé de façon adéquate. Il estimait qu'une interdiction d'importer ce produit ne se justifiait pas eu égard à la protection des travailleurs et des consommateurs. Pour limiter les risques liés à la manipulation de l'amiante, il fallait adopter des mesures appropriées de sécurité industrielle.

153. Le représentant de l'Afrique du Sud a rappelé qu'à la réunion du 14 février, sa délégation s'était associée aux préoccupations exprimées par le Canada à propos de l'interdiction décrétée par la France d'importer l'amiante. Il accueillait avec intérêt la justification des Communautés européennes, mais sa délégation continuait d'avoir des doutes et des réserves au sujet de cette justification. Il appuyait l'opinion exprimée par le Canada et la Colombie et a demandé aux autorités françaises d'envisager d'imposer des mesures moins restrictives pour le commerce.

154. Le représentant du Mexique partageait les préoccupations du Canada, de la Colombie et de l'Afrique du Sud concernant l'interdiction décrétée par la France d'importer de l'amiante et considérait lui aussi que ces mesures devaient être levées.

155. La représentante des Communautés européennes a répondu que la justification offerte par sa délégation concernant l'interdiction décrétée par la France d'importer de l'amiante avait montré que cette mesure était conforme aux dispositions de l'Accord. Une réponse semblable avait aussi été envoyée récemment à la délégation de la Colombie. La justification fournie par les autorités françaises était fondée sur le caractère cancérigène des fibres, en particulier la fibre du chrysolite. Il n'existait aucun seuil d'exposition en deçà duquel le risque de contracter une maladie associée à l'amiante était nul. La loi était fondée sur le fait que l'utilisation contrôlée de l'amiante n'était pas possible, particulièrement chez les groupes professionnels autres que ceux qui manipulaient l'amiante et qui étaient, de façon intermittente, dangereusement exposés à ce produit. L'interdiction était fondée sur le principe de précaution qui constituait la seule manière possible d'écarter tout risque dû à l'exposition à l'amiante. L'intervenante a invité les délégations qui avaient pris la parole sur la question à fournir des renseignements sur la quantité d'amiante produite et utilisée dans leur pays et sur les quantités exportées.

156. Le représentant du Canada a appelé l'attention sur le fait que les Communautés européennes avaient omis de notifier un règlement technique portant sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). Il a noté que tant le Règlement (CE) n° 258/97 relatif aux nouveaux aliments que la modification apportée à la Directive (CE) n° 90/220 relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement avaient été mis en vigueur sans notification au titre de l'article 2.9.2 de l'Accord. Le Règlement précité spécifiait les règles relatives à l'autorisation et à l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés importés au niveau de l'Union européenne. L'étiquetage des aliments ou des ingrédients génétiquement modifiés était donc obligatoire si ces aliments ou ingrédients étaient considérés comme significativement différents des aliments ou des ingrédients alimentaires classiques. La modification spécifiait que les produits contenant des OGM devaient être décrits comme tels sur l'emballage. La délégation canadienne avait eu des discussions bilatérales avec la Commission européenne sur les règlements techniques obligatoires, mais l'intervenant a fait observer que les règlements techniques en question étaient visés par l'Accord et donc étaient assujettis à ses disciplines. Il a demandé aux Communautés européennes quand elles les notifieraient.

157. La représentante des Etats-Unis a associé sa délégation aux observations formulées par le Canada.

158. La représentante des Communautés européennes, répondant à la question du Canada, a dit que les notifications pertinentes avaient été présentées sous les cotes TBT/Notif.92.355 (12 novembre 1992) et G/TBT/Notif.97.151 (21 avril 1997) concernant le Règlement (CE) n° 258/97 adopté en janvier 1997 sur l'étiquetage des produits alimentaires obtenus à partir de soja et de maïs génétiquement modifiés.

159. Elle a appelé l'attention sur un projet de loi du gouvernement thaïlandais qui avait été adopté en avril 1997 concernant la divulgation des ingrédients qui entraient dans la fabrication des cigarettes et des cigares. Ce projet de loi était lié à la Loi sur le contrôle du tabac adoptée en 1995 en contravention des dispositions de l'Accord OTC. Elle a demandé si le règlement thaï avait déjà été publié et s'il ferait l'objet d'une notification au titre de l'Accord. Elle a ajouté que puisque la teneur de ce règlement n'était pas connue, sa délégation ne pouvait pas encore déterminer s'il relevait d'autres accords internationaux.

160. Elle a rappelé qu'à la dernière réunion, sa délégation avait soulevé des questions concernant le règlement d'Israël sur la vaissellerie. Elle regrettait qu'aucune réponse satisfaisante n'ait pu être obtenue depuis.

161. La représentante de la Thaïlande a pris note de la déclaration des Communautés européennes concernant le projet de loi thaïlandaise sur les cigarettes et a ajouté qu'elle en référerait aux autorités compétentes pour obtenir des réponses.

162. Le Comité a pris note des déclarations.

E. AUTRES QUESTIONS

163. La représentante des Etats-Unis a informé le Comité des travaux en cours au sein du Groupe de travail des politiques d'harmonisation technique et de normalisation de la Commission économique de l'ONU pour l'Europe (CEE/ONU). Elle a dit qu'à sa réunion de mai 1997, le Groupe de travail avait adopté sur une base *ad hoc* un projet d'accord intergouvernemental sur l'harmonisation technique. Le Comité du commerce, de l'industrie et du développement de l'entreprise l'étudierait à sa réunion de décembre 1997 en vue de l'adopter. L'objet de cet accord était d'étendre aux pays membres de la CEE/ONU, dont environ 50 n'étaient pas encore Membres de l'OMC, les engagements pris par les Membres de l'OMC au titre de l'Accord OTC. Elle croyait comprendre que cet accord n'était pas censé avoir d'incidence sur les droits et obligations des Membres de l'OMC. Sa délégation était en train d'examiner ce document.

164. Le Comité a pris note de la déclaration.

165. Le Comité est convenu de tenir sa prochaine réunion et celle de son Groupe de travail technique l'une à la suite de l'autre les 2 et 3 octobre. La dernière réunion du Comité pour 1997 aurait lieu les 12 et 13 novembre et il y procéderait à son premier examen triennal. En outre, deux réunions informelles ouvertes à tous, consacrées à un débat sur l'examen triennal, seraient organisées vers le milieu de septembre et la fin d'octobre.